

COMMENT ÉLIMINER LES OBSTACLES LIÉS À L'IDENTIFICATION DES FAMILLES DES PLUS PAUVRES

Comment éliminer les obstacles liés à l'identification des familles des plus pauvres : utilisation du processus du Classement par Evaluation Participative de la Richesse (PWR), de l'Indice du logement de CASHPOR (CHI) et d'autres outils de mesure de la pauvreté, de manière à identifier les familles les plus pauvres, en particulier les femmes de ces familles, et à encourager leur participation aux programmes

Anton Simanowitz de l'Institut des Etudes pour le Développement, Ben Nkuna de la Fondation pour les Petites Entreprises, Afrique du Sud

Sukor Kasim du Women Development Banking Trust

Des idées supplémentaires sur les outils de mesure ont été fournies par Robert Gailey du World Relief, par John Hatch et de Laura Frederick de la Fondation Internationale d'Assistance Communautaire

Le texte a été mis à jour en juin 2000 par Anton Simanowitz

(Cet article a été préparé pour la Réunion des Assemblées du Sommet du Microcrédit tenue du 24 au 26 juin à Abidjan, Côte d'Ivoire. Cet article a pour objectif de contribuer aux discussions lors de la Réunion ainsi qu'au processus d'apprentissage au sein de la Campagne du Sommet du Microcrédit. Les opinions exprimées dans ces articles sont celles des auteurs.)

COMMENT ELIMINER LES OBSTACLES LIÉS À L'IDENTIFICATION DES FAMILLES DES PLUS PAUVRES

Comment éliminer les obstacles liés à l'identification des familles des plus pauvres : utilisation du Classement par évaluation Participative de la Richesse (PWR), de l'Indice du logement de CASHPOR (CHI) et d'autres outils de mesure de la pauvreté, de manière à identifier les familles les plus pauvres, en particulier les femmes dans ces familles, et à encourager leur participation aux programmes

SYNTHÈSE

Le microfinancement s'est avéré un mécanisme économique et efficace pour lutter contre la pauvreté dans le monde. Le Sommet du microcrédit de 1997^[1] a défini son objectif comme suit : "atteindre 100 millions des familles les plus pauvres du monde ²[2], en particulier les femmes de ces familles, en leur fournissant du crédit pour s'installer à leur compte et d'autres services financiers et commerciaux d'ici l'an 2005". C'est un objectif ambitieux, car la fourniture de services de microfinancement aux familles les plus pauvres est un concept nouveau et que la plupart des institutions de microfinancement (IMF) touchent actuellement les pauvres et non les plus pauvres.

Le présent article porte sur la première étape de cet objectif : identifier les clients les plus pauvres. C'est une étape qui est généralement contournée ou omise dans l'empressement à lancer des programmes qui peuvent commencer à distribuer des prêts et à atteindre l'autonomie financière. Notre question est la suivante : comment le microfinancement peut-il bénéficier aux plus pauvres sans outil de mesure ? Comment identifier ces familles sur le terrain et encourager leur participation aux programmes de microfinancement ? Et comment mesurer

1[1] Aux fins de ce document, du Sommet du microcrédit de 1997 et de la campagne de réalisation en neuf ans des objectifs du Sommet, toute référence au microcrédit concerne les programmes qui fournissent aux personnes très pauvres du crédit pour s'installer à leur compte et d'autres services financiers et commerciaux (tels que l'épargne et l'assistance technique).

2[2] Selon la définition du Sommet du microcrédit, les plus pauvres sont ceux qui se situent dans la moitié inférieure de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté dans le pays concerné (les pauvres sont ceux qui se situent en dessous du seuil de pauvreté.)

l'impact si l'on ignore quelle est la situation initiale des clients ?

Nous estimons qu'il est impossible de mettre en place des services de microfinancement pour les plus démunis sans procéder à un ciblage actif de la pauvreté. L'expérience montre que si l'on inclut des individus plus aisés, on risque de décourager les plus pauvres de participer. Par conséquent, même si notre objectif n'est pas d'atteindre exclusivement les plus démunis, nous risquons de ne pas les atteindre à moins d'utiliser un ciblage actif.

Ce n'est pas une question de coût ni de viabilité (bien que cela influe sensiblement sur le mode de ciblage de la pauvreté). Qu'un programme soit exclusivement ciblé ou non, l'expérience montre que pour atteindre les pauvres il faut mettre sur pied un programme spécifiquement conçu pour répondre à leurs besoins. Le ciblage de la pauvreté peut favoriser ce processus en sensibilisant aux différents besoins de différents types de clients et en permettant de cibler efficacement différents produits.

Beaucoup postulent qu'il est impossible, ou trop onéreux, de concevoir des instruments de ciblage de la pauvreté fiables. Plusieurs méthodes d'identification d'un bon rapport coût/efficacité sont cependant utilisées. Le présent article décrit deux méthodes de ciblage de la pauvreté qui permettent d'identifier efficacement les très pauvres et qui ont été rendues opérationnelles et utilisées à grande échelle

avec des milliers de clients potentiels. D'autres approches moins familières sont également abordées brièvement.

L'Indice du logement de CASHPOR (CASHPOR Housing Index - CHI) utilise les conditions de logement externes comme mesure indirecte de la pauvreté et peut être très efficace lorsqu'il existe une relation homogène entre la pauvreté et les conditions de logement. Le Classement par évaluation participative de la richesse (Participatory Wealth Ranking – PWR) utilise les propres définitions et perceptions d'une communauté sur la pauvreté ; il utilise de rigoureuses méthodes de recoupement pour assurer la cohérence et l'exactitude des résultats. Les deux méthodes s'appuient sur les informations disponibles, collectent le minimum de données nécessaires pour effectuer un ciblage fiable et complètent le ciblage par un processus de motivation pour encourager les très pauvres à participer au programme.

Les deux méthodes sont spécifiques à chaque situation. Le PWR se fonde sur la connaissance approfondie d'une communauté sur ses membres et ne sera probablement pas efficace dans les situations où la communauté est peu unie ou s'il règne un climat de conflit et de méfiance. De même, le CHI part du principe qu'il existe une forte corrélation entre les conditions de logement et la pauvreté. Ce n'est pas une relation universelle, cela dépend fortement du contexte. Lorsque le CHI est adapté aux conditions locales, en incluant au besoin d'autres indicateurs non liés au logement et visibles de l'extérieur, l'Indice a plus de

chances d'être applicable à un plus large éventail de situations.

Un troisième outil que nous appelons la méthode "de la liste de contrôle " consiste à établir une liste de mesures ou d'indicateurs de pauvreté basés sur la compréhension de la pauvreté au niveau local. Des points sont ensuite attribués à chaque indicateur et des seuils de pauvreté sont déterminés. Le seuil de pauvreté d'un ménage peut alors être calculé à partir de son score total ou du nombre d'indicateurs d'admissibilité.

Ces méthodes ne doivent donc pas être utilisées aveuglément mais adaptées aux conditions et aux besoins locaux. Plusieurs choix doivent être faits pour déterminer quels outils utiliser.

COMMENT ÉLIMINER LES OBSTACLES LIÉS À L'IDENTIFICATION DES FAMILLES DES PLUS PAUVRES

Comment éliminer les obstacles liés à l'identification des familles des plus pauvres : utilisation du Classement par évaluation Participative de la Richesse (PWR), de l'Indice du logement de CASHPOR (CHI) et d'autres outils de mesure de la pauvreté, de manière à identifier les familles les plus pauvres, en particulier les femmes dans ces familles, et à encourager leur participation aux programmes

**Anton Simanowitz de l'Institut des Etudes
pour le Développement, Ben Nkuna de la
Fondation pour les Petites Entreprises,
Afrique du Sud**

Sukor Kasim du Women Development Banking Trust

Des idées supplémentaires sur les outils de mesure ont été fournies par Robert Gailey du World Relief, par John Hatch et de Laura Frederick de la Fondation Internationale d'Assistance Communautaire

Mise à jour : juin 2000 par Anton Simanowitz

...Lorsque nous avons lancé notre programme, l'objectif qui nous tenait à cœur était d'atteindre les pauvres... et de les aider à franchir le seuil de pauvreté... nous avons décidé que la méthode que nous utiliserions consisterait à offrir des prêts de très faible montant parce qu'il va de soi que les pauvres n'accepteraient que des prêts peu importants. Ensuite, nous sommes allés dans l'une des régions les plus pauvres d'Afrique du Sud... et nous avons commencé à accorder des prêts. Mais au bout de quelques années, nous avons réalisé que la majorité de nos clients ne vivaient pas en dessous du seuil de pauvreté...

Pourquoi les clients les plus démunis ne sont-ils pas plus nombreux à s'adresser à nous ? Parce qu'ils sont intimidés par les clients plus riches. Nous avons pu constater par nous-mêmes, sur le terrain, ce qu'indiquent toutes les études publiées à travers le monde. Les pauvres voient qui participe à notre programme et disent "ce programme n'est pas pour nous ; c'est pour les riches". Et bien souvent, ceux qui sont plus aisés, ou peut-être simplement moins pauvres, intimident les pauvres par le simple fait qu'ils disent "Cette réunion est pour les gens sérieux. Nous devons parler sérieusement affaires. Ceux qui vendent quelques produits maraîchers ne sont pas sérieux en affaires." Les pauvres ont déjà une faible estime de soi, mais s'ils entendent ce genre de commentaires, ils s'en vont. La présence des non-pauvres a donc pour effet regrettable d'écarter les pauvres. C'est pourquoi il importe de cibler exclusivement les pauvres.

John de Wit

Directeur général

Fondation pour les petites entreprises

INTRODUCTION

Le microfinancement s'est avéré un mécanisme économique et efficace pour lutter contre la pauvreté dans le monde. Le Sommet du microcrédit de 1997³ a défini son objectif comme suit : "atteindre 100 millions des familles les plus pauvres du monde ⁴[4], en particulier les femmes de ces familles, en leur fournissant du crédit pour s'installer à leur compte et d'autres services financiers et commerciaux d'ici l'an 2005". C'est un objectif ambitieux, car la fourniture de services de microfinancement aux familles les plus pauvres est un concept nouveau et que la plupart des institutions de microfinancement (IMF) touchent actuellement les pauvres et non les plus pauvres.

Le présent article porte sur la première étape de cet objectif : identifier les clients les plus pauvres. C'est une étape qui est généralement contournée ou omise dans l'empressement à lancer des programmes qui peuvent commencer à distribuer des prêts et à atteindre l'autonomie financière. Notre question est la suivante : comment le microfinancement peut-il bénéficier aux plus pauvres sans outil de mesure ? Comment identifier ces familles sur le terrain et encourager leur participation aux programmes de microfinancement ? Et comment mesurer l'impact si l'on ignore quelle est la situation initiale des clients ?

Il est apparu dès le début de la Campagne que les connaissances actuelles sur le terrain permettraient difficilement de suivre les progrès réalisés pour atteindre les objectifs du Sommet. La plupart des praticiens du microfinancement peuvent déterminer leur nombre de clients et le pourcentage de femmes parmi ces clients, mais ils ne peuvent pas dire combien de leurs clients figuraient parmi "les plus pauvres" lorsqu'ils ont adhéré au programme. Ils ne disposent généralement pas d'une méthode simple et économique pour évaluer le niveau de pauvreté de leurs clients.

³[3] Aux fins de ce document, le Sommet du microcrédit de 1997, et la campagne de réalisation en neuf ans des objectifs du Sommet, toute référence au microcrédit concerne les programmes qui fournissent aux personnes très pauvres du crédit pour s'installer à leur compte et d'autres services financiers et commerciaux (tels que l'épargne et l'assistance technique).

⁴[4] Selon la définition du Sommet du microcrédit, les plus pauvres sont ceux qui se situent dans la moitié inférieure de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté dans le pays concerné (les pauvres sont ceux qui se situent en dessous du seuil de pauvreté.)

Mais le ciblage de la pauvreté ne se limite pas à savoir qui nous touchons, à assurer que nous atteignons la cible visée et à communiquer nos résultats aux parties prenantes. Est-il possible de concevoir un programme de microfinancement qui attirera uniquement les plus pauvres ? Peut-on parvenir à dissuader les plus aisés de participer au programme et à attirer à la fois les pauvres et les très pauvres ? Est-ce qu'on se retrouvera en fin de compte avec un programme qui n'attire pas les plus pauvres et qui ne dessert que les pauvres et les non-pauvres ?

Nous pensons qu'il n'est pas possible de mettre en place des services pour les plus pauvres à moins d'effectuer un ciblage actif de la pauvreté. De nombreux programmes visent exclusivement les femmes, en partie parce que la prédominance des hommes peut décourager la participation des femmes. De même, l'expérience montre que si les personnes plus aisées sont incluses, cela risque de décourager les plus pauvres de participer. Par conséquent, même si notre objectif n'est pas d'atteindre exclusivement les plus pauvres, nous risquons de ne pas les atteindre à moins d'utiliser un ciblage actif.

Ce n'est pas une question de coût ni de viabilité (bien que cela influe sensiblement sur le mode de ciblage de la pauvreté). Si nous voulons atteindre les plus pauvres par le biais du microfinancement, nous devons mettre en place un programme spécialement conçu pour répondre à leurs besoins.

Avant de poursuivre notre discussion sur la méthode de ciblage, il est important de répondre aux arguments contre le ciblage.

LES ARGUMENTS CONTRE LE CIBLAGE DE LA PAUVRETÉ

Les arguments les plus courants contre le ciblage actif de la pauvreté sont assez confus, allant de "cela coûte trop cher" à "ce n'est pas nécessaire".

"Cela coûte trop cher"

L'argument le plus couramment avancé contre le ciblage repose sur la notion de coût. La mise en place de services de microfinancement dans les régions rurales isolées coûte cher. Ceux qui partagent ce point de vue affirment que le ciblage alourdit les coûts de transaction, ce qui va à l'encontre de l'objectif d'autonomie financière institutionnelle (AFI). D'autre part, mettre l'accent sur les pauvres revient à mettre l'accent sur les clients les moins rentables, qui contractent (initialement) les prêts les moins importants.

"A un certain stade, les [IMF] peuvent soit viser un objectif de croissance et consacrer leurs ressources à étayer le succès des institutions établies et en croissance rapide, soit s'attacher à produire un impact sur la pauvreté et investir leurs ressources dans des opérations axées sur la lutte contre la pauvreté, avec un plus grand risque d'échec et un rendement probablement inférieur" (Hulme & Mosley, VI, p. 206).

"Ce n'est pas nécessaire"

Le ciblage actif est également jugé superflu par certains praticiens et universitaires. Ce groupe prétend que l'objectif de toucher les plus pauvres peut être atteint moyennant une méthodologie de crédit bien conçue. Par exemple, un programme pourrait offrir des petits prêts assortis de coûts de transaction élevés, en termes de temps passé à s'inscrire au programme et à assister aux réunions, afin de dissuader pratiquement tout le monde, sauf les plus pauvres, de participer. Ces caractéristiques conceptuelles servent à rendre le produit sans intérêt pour les plus aisés.

Une autre façon de concevoir un programme axé sur les pauvres et les très pauvres consiste à intervenir dans les régions où ils vivent. La plupart des pays ont des données démographiques sommaires (plus sophistiquées dans certains cas) qui donnent une idée générale des régions où les pauvres sont plus ou moins nombreux.

A ceux qui invoquent le manque de fiabilité de ces approches, on répond en général que ce type de sélection passive est le meilleur compromis, compte tenu des coûts élevés des méthodes de ciblage plus proactives.

Nous affirmons que ce n'est pas un compromis mais une lacune fondamentale dans l'offre de services financiers aux plus pauvres. L'expérience des IMF montre que le ciblage actif de la pauvreté est une première étape cruciale de la mise en place d'une institution rentable et efficace pour lutter contre la pauvreté.

POURQUOI DEVONS-NOUS VISER ACTIVEMENT LES PAUVRES

Atteindre l'autonomie financière institutionnelle

Une institution qui travaille avec les pauvres et les plus démunis doit inclure des activités qui sont spécialement conçues pour ces groupes cibles – le ciblage n'est qu'une de ces activités. Bien que cela alourdisse incontestablement les coûts de transaction, il existe de plus en plus d'exemples qui montrent que la croissance des clients et les autres avantages du ciblage permettent de progresser vers l'autonomie financière institutionnelle. L'innovation et la créativité peuvent accélérer cette évolution. Par exemple, le ciblage peut contribuer à sensibiliser les gens et à les inciter à participer au programme (cette question est abordée plus loin dans les descriptions de l'Indice du logement et du Classement par évaluation participative). Qui plus est, les innovations récentes dans les méthodes de ciblage ont amélioré leur rapport coût-efficacité.

De nombreuses institutions considèrent le ciblage comme une condition préalable essentielle pour instituer et maintenir une bonne discipline de crédit, ce qui est crucial pour assurer la viabilité du programme. Le ciblage de la pauvreté n'est donc pas simplement une question d'atteindre la cible visée, mais de créer une structure opérationnelle qui deviendra une institution viable. L'incapacité à cibler les pauvres et les plus démunis risque de se solder par des services mal conçus et inadaptés aux besoins des clients. Cela pourrait entraîner un manque de discipline financière ainsi que des taux d'abandon élevés et créer un environnement généralement difficile qui finira par compromettre la viabilité du programme.

Savoir ce que nous faisons

Le fait de savoir qui nous touchons avec nos services financiers présente deux avantages évidents. Le premier concerne l'IMC et son aptitude à axer ses services sur les clients visés. Si nous ignorons le profil de pauvreté des clients, il nous est impossible de savoir si nous atteignons ceux que nous voulons atteindre et si nos produits et services répondent aux besoins des clients que nous visons.

Le deuxième avantage concerne l'impératif de transparence et de justification de l'emploi des fonds dans le secteur du microfinancement. Lorsqu'un objectif de lutte contre la pauvreté est fixé, il ne suffit pas de supposer simplement que cet objectif a été atteint. Les IMF, leurs donateurs et les autres parties prenantes ont besoin d'informations de base pour décrire le niveau de pauvreté des clients contactés.

Efficacité de la lutte contre la pauvreté

Nous affirmons dans cet article que l'utilisation d'un outil de ciblage de la pauvreté ne sert pas uniquement à fournir des statistiques sur qui nous touchons. Il est également impératif de créer une institution axée sur les besoins du groupe visé, au lieu de se laisser guider par la voix dominante des bénéficiaires extérieurs à la cible visée.

La conception d'un produit basé sur le ciblage passif sera toujours un moyen douteux d'atteindre les pauvres et ne permettra certainement pas de distinguer les plus pauvres des pauvres. Il existe d'innombrables exemples qui montrent que ces prêts ont bénéficié à des clients plus aisés qui participent au programme dans le but d'obtenir des prêts plus importants. Les commentaires cités au début de cet article décrivent l'expérience de la Fondation pour les petites entreprises (Small Enterprise Foundation – SEF) en Afrique du Sud, où on a constaté que l'absence de ciblage a conduit le programme à desservir des clients plus aisés. D'autres exemples ont été observés en Asie dans les programmes de développement rural intégré (Kassim, observations personnelles).

Le ciblage de la pauvreté est la première étape nécessaire pour créer un programme conçu de façon à répondre aux besoins des plus démunis. La marginalisation et l'exclusion sociale des pauvres signifient qu'il faut créer une "culture de la pauvreté". En choisissant les caractéristiques des gens que nous souhaitons toucher, nous ciblons également les avantages du programme.

Atteindre les femmes

La concentration des efforts sur les pauvres va généralement de pair avec la concentration sur les femmes. Il y a de bonnes raisons de penser qu'à moins d'axer les programmes sur les femmes, les femmes les plus démunies risquent d'être écartées. On vise souvent les femmes parce qu'on estime que cela produit un plus grand impact en termes de lutte contre la pauvreté, étant donné que les femmes ont davantage tendance à consacrer les revenus excédentaires aux besoins de leur famille. Dans son étude sur l'application des méthodes de la Grameen Bank, par exemple, Helen Todd a montré que les prêts contractés par les femmes pauvres plutôt que par d'autres avaient un impact sensiblement plus important sur les femmes et leurs familles.

Il se peut également que les femmes soient visées à cause de leur relative marginalisation et de la plus forte incidence de la pauvreté dans ce groupe. Différentes études ont examiné le rôle du microfinancement dans l'émancipation des femmes, mais c'est une question vivement débattue par ceux qui affirment que si le microfinancement peut contribuer à émanciper les femmes, il n'existe certainement pas une relation systématique de cause à effet (voir Johnston ; Johnston et Rogaly ; Mayoux).

Une troisième raison courante de viser les femmes concerne plus les avantages opérationnels que la lutte contre la pauvreté. L'expérience montre que les femmes très pauvres font meilleur usage des prêts et observent une plus grande discipline de crédit que les hommes. Rutherford (cité dans Johnston et Rogaly, p. 14) note qu'au Bangladesh les femmes sont visées parce qu'on estime "qu'elles sont plus faciles à joindre (car elles sont chez elles pendant les heures de travail), plus enclines à rembourser dans les délais, plus accommodantes et plus patientes que les hommes, et qu'elles coûtent moins cher à servir".

FAUT-IL VISER EXCLUSIVEMENT LES PLUS PAUVRES ?

Le but du Sommet est d'atteindre 100 millions des familles les plus pauvres du monde. La réalité du microfinancement aujourd'hui est qu'il y a peu d'organisations qui s'attachent véritablement à atteindre les plus pauvres.

Le principal déterminant à cet égard est l'autonomie financière. Dans la discussion qui précède, nous affirmons que la création d'une institution pour les plus démunis impose certes des coûts supplémentaires aux IMF, mais produit également des avantages qui peuvent déboucher sur l'AFI. Nous postulons également que ce n'est qu'en relevant le défi de créer des IMF financièrement viables pour les plus pauvres que l'on pourra résoudre le problème des coûts.

L'aptitude des IMF à toucher et servir les plus démunis se trouve donc au cœur du débat sur le ciblage exclusif. Cette question cruciale est donc essentielle pour atteindre l'objectif du Sommet, toucher les plus démunis.

Avantages d'un programme "mixte"

Les esprits pragmatiques ont tendance à penser que la plupart des IMF toucheront différentes couches de clients, parmi lesquels les pauvres et les très pauvres, mais peut-être aussi les non-pauvres. Dans ce cas, le ciblage de la pauvreté permettrait essentiellement de déterminer et d'indiquer quels clients on atteint. A condition que les plus pauvres puissent être effectivement atteints dans un programme "mixte", une échelle élargie devrait permettre d'atteindre une importante partie des plus pauvres. Les programmes qui desservent plusieurs couches de clients, pas seulement les pauvres et les très pauvres, pourraient peut-être se développer plus rapidement et atteindre un plus grand nombre de clients que ceux qui visent exclusivement une couche de clients. Si c'est le cas, un grand nombre de pauvres et de très pauvres devraient bénéficier de ces programmes. D'autre part, ces programmes offrent la possibilité de subventionner de façon interne leurs prêts moins rentables aux plus pauvres au moyen de leurs prêts plus rentables aux non-pauvres, ce qui permettrait d'atteindre plus rapidement l'AFI.

Concevoir un programme pour les plus pauvres

Un programme qui vise à la fois les pauvres et les très pauvres, voire même les non-pauvres, ne pose pas de problème intrinsèque. Cependant, lorsque les besoins des différents groupes visés sont très différents, il est plus difficile de répondre aux besoins des plus pauvres.

Les organisations comme la SEF qui ont essayé de travailler exclusivement avec les plus pauvres ont constaté que, dans leur situation, les plus pauvres ne peuvent pas être atteints par un programme mixte. Pour répondre aux besoins des plus pauvres, il faut créer une culture axée sur la pauvreté. Si les non-pauvres, ou même les pauvres, sont plus prédominants que les très pauvres, les individus qui s'affirment davantage domineront le débat. Une IMF innovatrice qui vise l'AFI, ou un chargé de prêt financièrement motivé à créer un portefeuille de prêts valable, sera sensible à leurs revendications. Cela débouchera sur des prêts qui sont mieux adaptés aux clients plus aisés. Les clients plus pauvres seront de plus en plus marginalisés par les IMF, et dans le cas des prêts collectifs, par les autres membres de leur groupe ou de leur centre. Les très pauvres, qui contractent des prêts de faible montant, ont des difficultés, sont vulnérables et ont besoin d'un appui soutenu ; ils sont mal vus des autres clients, des chargés de prêt ou des agences qui veulent être rentables. A ce stade, si le programme attire encore les très pauvres, cela risque d'avoir un impact négatif sur ces derniers, contribuant en fait à les rendre encore plus pauvres.

Qu'un programme soit exclusivement ciblé ou non, l'expérience montre que pour atteindre les plus pauvres il faut créer des services qui répondent à leurs besoins. Un programme peut toucher différents groupes, mais il doit connaître leurs besoins respectifs et traiter chaque groupe en conséquence. Le ciblage de la pauvreté peut faciliter ce processus en sensibilisant aux besoins des différents types de clients et en permettant de cibler efficacement les produits.

Il est donc nécessaire de cibler les individus qui justifient de créer un programme, en ce qui concerne la fourniture de services qui répondent aux besoins des plus pauvres et qui permettent de mettre en place une IMF capables d'atteindre l'AFI. La composition exacte du groupe cible est donc définie par plusieurs éléments : les groupes de clients de différents niveaux de pauvreté qui sont identifiables, les différents types de services requis par ces différents groupes, et la nécessité pratique de créer une IMF capable d'atteindre l'AFI.

CIBLAGE EFFICACE DE LA PAUVRETE PAR RAPPORT AU COÛT

En partant du principe qu'il faut cibler activement les plus pauvres pour s'assurer :

- i. Qu'ils participent au programme,
- ii. Qu'ils restent dans le programme et ne sont pas évincés par les autres, et
- iii. De créer une institution efficace et rentable qui répond aux besoins des plus pauvres.

On peut alors examiner comment atteindre ces objectifs de la façon la plus économique possible.

Cet article décrit trois méthodes de ciblage de la pauvreté qui permettent d'identifier les très pauvres et qui ont été rendues opérationnelles et utilisées à grande échelle avec des milliers de clients potentiels. Les outils de ciblage créent des méthodes simples pour mesurer la "pauvreté", qui est une notion complexe, subjective et très difficile à évaluer avec exactitude. Des compromis doivent être faits.

Pour mettre au point des outils de ciblage de la pauvreté, les IMF doivent d'abord répondre à trois questions clés :

1. Comment pouvons-nous mesurer simplement une question aussi complexe que la pauvreté ?
2. Comment pouvons-nous nous assurer de la validité des résultats obtenus ?
3. Comment pouvons-nous savoir si l'outil de ciblage est rentable ?

1) Créer un outil simple pour mesurer une pauvreté complexe

Le premier défi consiste à identifier par des moyens simples et rentables le niveau de pauvreté des clients actuels et potentiels. Trois méthodes sont généralement appliquées par les IMF à cet effet. La première se fonde sur la définition de la pauvreté dans les communautés, les deux autres sont des outils utilisés par des agents externes chargés de recueillir des informations "objectives" qui ne requièrent pas forcément la participation des membres de la communauté.

1. Utiliser les définitions de la communauté et l'auto-classement : les outils qui se fondent sur cette méthode reconnaissent la complexité et la subjectivité de la pauvreté, partent du principe que les "les personnes concernées" détiennent les meilleures informations et utilisent les propres définitions des communautés sur la pauvreté. Le défi consiste à trouver un moyen d'obtenir des informations cohérentes et honnêtes de la part des communautés. **Le Classement par évaluation participative de la richesse (PWR)** est la méthode la plus fréquemment utilisée. Il se sert des propres définitions et perceptions d'une communauté sur la pauvreté et utilise de rigoureuses techniques de recoupement pour garantir la cohérence et l'exactitude des résultats.
1. Indicateurs visuels de pauvreté : la compréhension des conditions et des caractéristiques de la pauvreté au niveau local permet de sélectionner un ou plusieurs indicateurs, ou mesures indirectes, qui seront visibles pendant une courte visite effectuée au domicile du client. Lorsqu'un indicateur visuel est fortement lié au niveau de pauvreté, il peut constituer une méthode efficace et bon marché. **L'Indice du logement Cashpoor (CHI)** utilise les conditions extérieures de logement en tant que mesure indirecte de la pauvreté, et peut être très efficace dans les cas où il existe un rapport constant entre la pauvreté et les conditions de logement.
1. Liste de contrôle des indicateurs : plusieurs organisations ont compilé une "liste de contrôle" d'indicateurs ou de mesures indirectes de la pauvreté (entre autres, les revenus-dépenses, la terre ou les biens, la santé,

l'éducation ou l'accès à l'eau). Ces outils se fondent sur une compréhension du contexte local de la pauvreté, et peuvent ou non inclure les définitions des communautés ou des indicateurs visuels de la pauvreté. Ils donnent une liste d'indicateurs notés (et parfois pondérés) qui se recourent mutuellement. La méthode de la liste de contrôle peut être un outil de ciblage puissant lorsque l'on dispose du temps et des ressources nécessaires pour élaborer la combinaison adéquate d'indicateurs. Elle est en général plus longue et plus chère à mettre en œuvre que le classement communautaire ou les indicateurs visuels.

2) Créer un Outil Rigoureux et Fiable

Une fois qu'un processus de mesure de la pauvreté a été établi à l'aide d'une des méthodes simples décrites ci-dessus, il faut ensuite créer un dispositif permettant de s'assurer que l'outil produit des résultats exacts et conformes qui ne soient pas manipulés par les agents ou les clients ou faussés par de fréquentes "exceptions".

Une innovation essentielle adoptée par la plupart des outils de ciblage est la **triangulation**. Des informations sont recueillies selon plusieurs perspectives différentes. Le fait de recouper chaque source d'information permet d'accroître la fiabilité des résultats.

Dans les méthodes d'auto-classement communautaire, il est important de s'assurer que les représentants de la communauté appliquent leurs critères de manière constante et qu'il n'y ait pas de favoritisme ou de tentatives de manipuler les résultats.

Dans le cas d'indicateurs visuels, il faut qu'un rapport très solide soit établi entre l'indicateur en question et la pauvreté et qu'il n'y ait pas de "cas exceptionnels" fréquents. Il est important de disposer de procédures d'appel adéquates et de systèmes de surveillance de l'efficacité de la méthode. Des travaux de référence sérieux doivent servir à tester la fiabilité de cette mesure indirecte avant qu'elle soit utilisée.

De la même façon, le recours aux méthodes de la liste de contrôle exige qu'un travail de référence de bonne qualité soit mené et qu'une période d'affinage soit respectée afin de savoir quels sont les indicateurs les plus sensibles et de déterminer une pondération adéquate et une triangulation efficace.

3) Garantir la Rentabilité

Enfin, pour qu'un outil d'évaluation soit utile, il doit être rentable, sinon bon marché. Il existe certains principes et méthodes généraux communs au CHI, au PWR et aux autres outils d'évaluation de la pauvreté, qui aident à transformer ces instruments académiques en méthodes pratiques qui peuvent être utilisées quotidiennement par les IMF.

Ignorance Optimale 5[5]

Les IMF n'ont pas besoin d'être exactes dans leur évaluation de la pauvreté. Elles doivent connaître dans une mesure raisonnable la pauvreté approximative et relative de leurs clients par rapport au reste de la communauté. Aucun outil de ciblage de la pauvreté ne peut être efficace à 100 %, et le coût nécessaire pour atteindre 100 % l'emporte généralement sur les avantages. Pour le PWR, par exemple, ces derniers points de pourcentage peuvent aisément doubler le coût de l'opération ! Un outil devrait donc être fondé sur le volume minimum d'informations nécessaire, ou "ignorance optimale".

Commencer avec les Informations Existantes

Pour les deux méthodes de ciblage, la première étape se situe au niveau macroéconomique. On peut donc sélectionner une province, un district, une division, un comté, un village ou un autre type de circonscription administrative selon les données disponibles sur les niveaux de pauvreté.

Les données peuvent être fournies par les services publics responsables, à l'échelle nationale ou locale, de la santé, de la protection sociale, de l'éducation ou de l'agriculture. On peut demander aux organisations non gouvernementales spécialisées dans ces questions de communiquer leurs informations sur les zones de concentration des ménages pauvres dans un district.

Les données démographiques sont généralement limitées, notamment celles qui portent sur le revenu et les dépenses, et lorsqu'elles existent, elles sont peu fiables, tout particulièrement dans les pays en développement. Ce type de données doit être utilisé avec grand soin, et uniquement au niveau où elles sont fiables. Dans certains pays, elles peuvent aider à identifier la province dans laquelle baser un programme. Dans d'autres pays, il est parfois possible de faire un ciblage au niveau villageois à l'aide des données existantes.

En Malaisie, la méthode CASHPOR utilise essentiellement les statistiques nationales. Elle tire pleinement parti des statistiques existantes sur la distribution géographique des ménages pauvres et très pauvres. Elles proviennent souvent de recensements ou d'enquêtes d'échantillonnage récents et peuvent indiquer le nombre total de ménages pauvres et très pauvres, ou fournir une estimation, au niveau d'un district administratif ou d'un comté. Cela permet de commencer par le district ou le comté qui a le plus grand nombre de ménages pauvres et très pauvres. L'étape suivante consiste à rencontrer des responsables locaux bien informés et de leur demander où se trouvent les plus fortes concentrations de ménages pauvres et très pauvres dans leur district ou leur comté.

Une fois qu'on a identifié les villages où les ménages pauvres et très pauvres sont les plus nombreux (mais ne représentent pas forcément le plus fort pourcentage), on peut entamer le travail de ciblage sur le terrain. On entreprend une série de visites dans les districts, en commençant par celui qui a le plus grand nombre de ménages pauvres et en poursuivant dans l'ordre décroissant. Selon toute probabilité, chacune de ces zones de concentration formera une agence.

5[5] *Cette étape, introduite par Robert Chambers (1997), s'applique tout particulièrement aux efforts déployés par les IMF pour être rentables et viables*

Motivation

La motivation des individus qualifiés pour participer au programme est un aspect essentiel des méthodes CASHPOR et SEF. Bien que cela ne fasse pas explicitement partie de l'outil de ciblage de la pauvreté, cela fait partie intégrante de la méthodologie de ciblage.

Beaucoup de personnes très pauvres, en particulier les femmes, hésiteront initialement à participer au programme car elles ne savent pas ou ne pensent pas que les services leurs sont destinés. Même si elles sont bien informées, beaucoup d'entre elles se diront probablement que ce serait trop risqué d'emprunter. Ce n'est qu'au prix d'un long effort de motivation, et après les avoir convaincues des avantages à tirer du programme en leur montrant l'exemple de leurs voisins pauvres et très pauvres qui participent, que l'on pourra les encourager à saisir cette opportunité.

L'INDICE DU LOGEMENT DE CASHPOR (CHI)

L'Indice du logement a été élaboré par CASHPOR, un réseau qui utilise les méthodes de la Grameen Bank dans la région Asie Pacifique, pour permettre à ses membres d'atteindre le double objectif d'accroître et renforcer les services offerts aux ménages pauvres ainsi que d'atteindre l'AFI.

La méthodologie comprend trois étapes :

1. Identifier les zones à forte densité de pauvreté (voir plus haut).
2. Utiliser le logement et parfois la concession du ménage comme indicateur approximatif pour éliminer les ménages qui ne sont **manifestement** pas pauvres.
3. Mener un entretien détaillé auprès des ménages, ou test du Patrimoine net, pour déterminer lesquels des ménages restants répondent aux critères d'admissibilité.

Comment fonctionne l'Indice du logement ?

Le personnel de terrain visite systématiquement les villages sélectionnés sur la base de leur nombre de pauvres. Les agents examinent chaque habitation et concession, élimine celles qui sont grandes, en bon état et fabriquées avec des matériaux coûteux ; les habitations susceptibles ou non d'abriter un ménage pauvre ou très pauvre sont indexées ou notées suivant une échelle de points appropriée pour la région. Deux seuils de distinction sont établis : i) entre les pauvres et les non-pauvres ; et ii) parmi ceux qui sont identifiés comme pauvres, entre les très pauvres et les moyennement pauvres. En moyenne, il faut cinq minutes pour indexer une habitation et déterminer les scores d'admissibilité.

Il est parfois tout aussi facile d'inspecter le toit. En Asie rurale, par exemple, un toit temporaire, peu solide (construit avec de la paille, des feuilles, des panneaux en plastique ou du carton) indique presque toujours que l'habitation est occupée par un ménage "très pauvre", par opposition à un ménage "pauvre". Ainsi, aux Philippines, il ne coûte pas cher de recouvrir le toit de tôles galvanisées, ou dans le Sud de l'Inde, de tuiles usagées de fabrication locale, mais cela reste inaccessible pour les "très pauvres". Lorsque les gens dégagent des revenus excédentaires (c'est-à-dire lorsqu'ils deviennent moins pauvres), ils ont tendance à remplacer leur toiture par un toit tout au moins semi-permanent qui protège du vent et de la pluie et qui ne doit pas constamment être réparé.

Pour les besoins des praticiens, la classification suivante peut être un guide utile. Une adaptation aux conditions locales est naturellement nécessaire.

Indice du logement de CASHPOR Adaptation au Sud de l'Inde

Adaptation à la Chine

Taille du logement :

Taille du logement :

Taille du logement :

Catégorie	Points	Catégorie	Points	Catégorie	Points
Petit	0	Petit <20 m ²	0	Petit	0
Moyen	2	Moyen 20-29 m ²	2	Moyen	2
Grand	6	Grand >29 m ²	4	Grand	4

Construction :

Construction :

Catégorie	Points	Catégorie	Points
Dilapidée	0	Dilapidée	0
Moyenne 2		Moyenne	2
Bonne	6	Bonne	6

Qualité des murs :

Hauteur et matériaux :

Qualité des murs :

Catégorie	Points	Catégorie	Points	Catégorie	Points
Médiocre	0	< 1,2 m, boue	0	Médiocre	0
Moyenne	2	1,2 m, boue	2	Moyenne	2
Bonne	6	> 1,5 m	6	Bonne	6

Qualité de la toiture :

Qualité de la toiture :

Qualité de la toiture :

Catégorie	Points	Catégorie	Points	Catégorie	Points
Chaume/feuilles	0	Chaume/feuilles	0	Néant/boue	0
Tôles de fer	2	Tôles de fer	2	Pierres (en partie)	2
Toit permanent	6	Tuiles ou autres matériaux de qualité	6	Ciment/béton	6

Un nombre total de points sera défini comme le seuil de distinction entre les habitations des pauvres et celles des non-pauvres. Si l'on n'est pas certain du seuil à définir, ce seuil peut être validé par les revenus des ménages obtenus dans une étude d'échantillonnage. Un seuil est alors établi dans la catégorie "pauvres" pour séparer les habitations des plus pauvres de celles des pauvres. Ici encore, on peut mener une étude d'échantillonnage pour valider ce seuil avec les revenus des ménages. En parcourant le village, les agents de terrain établissent la liste des habitations qui se trouvent en dessous du seuil entre les pauvres et les non-pauvres et les reportent sur un diagramme.

Les seuils suivants peuvent servir à déterminer l'admissibilité des ménages :

- i.** 3 ou moins : probablement très pauvre
- ii.** 4 à 6 : pauvre
- iii.** supérieur à 6 : probablement pas pauvre

En limitant à 3 ou moins le nombre total de points servant de seuil, on a plus de chances d'atteindre les ménages les plus pauvres. Cependant, pour ceux qui ont un score supérieur ou égal à 4, une procédure d'appel est utilisée pour permettre aux ménages concernés de s'adresser à un responsable pour qu'il prenne leur cas en considération, ce qui permet aux agents de terrain de continuer à identifier les ménages les plus pauvres.

Tous les ménages du village qui ont un score total inférieur ou égal à 3 sont représentés sur une simple carte du village. Le nombre d'habitations "visiblement admissibles" est ensuite totalisé et reporté sur une liste des ménages très pauvres au niveau du district. Cela peut servir à faire une estimation préliminaire de la demande de services de microfinancement. Cela détermine également les priorités dans le test du Patrimoine net. Les habitations qui ne sont manifestement pas occupées par des ménages pauvres (les habitations en bon état, construites avec des matériaux coûteux et situées dans une grande concession entourée de murs solides) doivent être écartées.

La valeur nette (te) des avoirs

Une fois que la liste et la carte des habitations visiblement admissibles sont établies pour le village, les agents de terrain visitent ces habitations pour vérifier l'admissibilité des ménages en menant un bref entretien de 10 à 15 minutes sur la valeur de leurs avoirs productifs. Ces avoirs comprennent les terres agricoles qu'ils possèdent et/ou exploitent, l'équipement et les machines agricoles (y compris les bâtiments), le gros bétail, les véhicules de transport et les stocks de marchandises vendables, etc. La valeur totale des avoirs du ménage est estimée et comparée avec le seuil de distinction local entre les ménages pauvres et non pauvres, et entre les ménages pauvres et très pauvres. Les ménages qui se situent dans les deux dernières catégories sont informés qu'ils peuvent bénéficier des services financiers et invités à former un groupe avec quatre autres ménages du village qui sont également admissibles et à qui ils peuvent faire confiance pour les questions d'argent.

Problèmes clés concernant l'utilisation de l'Indice de logement 6[6]

Vérification et contrôle de la qualité

Dans le cadre du contrôle de la qualité pour éviter au maximum que le programme ne desserve des clients non pauvres, et pour vérifier et suivre le travail des agents de terrain, il est fortement recommandé de revisiter certaines habitations et de vérifier les tests d'admissibilité et de patrimoine net. Parmi les méthodes inspirées du modèle de la Grameen Bank, ce processus est appelé "**ré-entretien**"; c'est un processus régulier mais indépendant de contrôle aléatoire de la qualité du travail de tous les agents de terrain, normalement assuré par le personnel d'encadrement sur le terrain ou par une équipe de vérification interne au siège.

6[6] Tiré de l'Atelier de formation en développement et gestion de CASHPOR sur le ciblage économiquement rentable (1998).

Dans les nouvelles agences, le ré-entretien est effectué auprès de tous les ménages

admissibles. Avec l'accroissement des effectifs, le ré-entretien est réduit à un échantillon aléatoire de cinq ménages par semaine par chargé de prêt.

Grâce à ce processus, les responsables sur le terrain peuvent s'assurer que les agents de terrain n'ont pas omis des facteurs importants à prendre en considération. Les informations en retour fournies par les ré-entretiens au personnel et aux ménages concernés assurent la qualité et la transparence nécessaires pour convaincre la population de l'aptitude des IMF à atteindre et servir les ménages les plus pauvres. Il importe de procéder à des ré-entretiens s'il y a des raisons de penser que des ménages plus aisés se sont infiltrés dans le programme dans une région particulière. Ce n'est que lorsque les responsables sur le terrain sont convaincus de l'admissibilité d'un ménage que cela peut être officiellement confirmé.

Limites et défis

Le CHI est un outil puissant et économiquement efficace. Cependant, il n'est valable que s'il existe un rapport entre la pauvreté et le logement, lorsqu'il est clair que le fait d'occuper un logement en mauvais état est un signe de pauvreté et qu'une habitation en (relativement) meilleur état est un signe de richesse. Le CHI n'est donc pas toujours efficace. Par exemple, lorsque les pauvres ont bénéficié de programmes de logement public, comme dans les villages exclus des castes dans le Sud de l'Inde, cet indice ne peut pas être utilisé pour distinguer les pauvres des non-pauvres.

Dans certains cas, le CHI peut être facilement adapté aux critères locaux (voir tableau ci-dessus). Dans d'autres cas, lorsqu'un Indice du logement est inapproprié, il est parfois possible de mettre au point d'autres indicateurs visuels de la pauvreté en utilisant des mesures indirectes locales qui indiquent une relation étroite avec le niveau de pauvreté.

Cependant, le CHI et d'autres indicateurs visuels seront toujours limités par la nécessité de caractéristiques visibles de l'extérieur, l'absence de contexte en termes d'évolution des circonstances dans le temps et l'impossibilité de considérer les aspects non matériels de la pauvreté. Ce problème est partiellement résolu dans le CHI par le processus d'appel et le test du Patrimoine net, mais ces mécanismes alourdissent le coût de cette méthode et ne peuvent être utilisés que dans les cas marginaux.

Comparaison du CHI et du PWR - Etude de cas de la SEF en Afrique du Sud

Le programme Tshomisano (prononcer "chomisano") de la SEF a adopté un Indice de pauvreté modifié comme outil de ciblage de la pauvreté. On a initialement mené des entretiens similaires à ceux utilisés dans le test du Patrimoine net mais on les a ensuite éliminés pour gagner du temps. Les problèmes mentionnés par les agents de terrain ont soulevé des questions concernant les individus qui s'étaient vu refuser l'accès au programme en raison de l'état de leur habitation, malgré leurs conditions de pauvreté évidentes et le fait que d'autres membres de la communauté avaient confirmé cette situation. On a également signalé le cas d'individus qui participaient au

programme alors que les agents de terrain estimaient qu'ils n'étaient pas pauvres, bien qu'ils aient répondu aux critères de sélection.

Deux études ont comparé les résultats du PWR et du CHI, tels qu'appliqués à la SEF (Simanowitz), démontrant l'inexactitude d'un système basé sur des critères statiques, évalués de l'extérieur (Indice du logement), par rapport à la perception locale de la pauvreté (PWR). On a cité de nombreux exemples de personnes vivant dans des habitations construites avant le décès ou le départ du principal soutien de famille. D'autre part, jusqu'à un tiers des personnes classées parmi les plus pauvres dans l'Indice du logement se trouvaient dans la moitié supérieure du PWR. Par exemple, beaucoup de personnes qui vivaient dans de mauvaises conditions de logement (lorsqu'elles construisaient une nouvelle habitation ou que leur logement principal se trouvait ailleurs) étaient inclus à tort dans la catégorie des plus pauvres dans l'Indice du logement.

Cela montre la nécessité de s'assurer de l'efficacité des mesures indirectes utilisées dans un système d'indicateurs visuels. Un système visuel est statique par définition et présente des anomalies. Cela n'a rien de surprenant dans un système économiquement rentable qui est basé sur le principe d'ignorance optimale. Cependant, il est essentiel d'avoir une procédure d'appel efficace pour prendre en compte les anomalies. L'étude de cas démontre également la nécessité de la deuxième étape dans le CHI (c'est-à-dire le test du patrimoine net), pour vérifier les résultats de l'évaluation visuelle. Dans le cas de la SEF, cette étape a été omise en raison des délais impartis, mais cela a limité la validité du processus de ciblage.

CLASSEMENT PAR EVALUATION PARTICIPATIVE DE LA RICHESSE (PWR)

Contrairement à l'Indice du logement de CASHPOR, le PWR utilise des connaissances et des critères locaux pour évaluer la pauvreté. Le classement est basé sur les vues subjectives des membres d'une communauté, qui ont leurs propres critères de classement de la pauvreté ou de la richesse. Le classement est facilité par les agents de terrain, mais il est réalisé par les membres de la communauté. Les facteurs visuels peuvent jouer un rôle dans l'évaluation de la pauvreté, mais les membres de la communauté sont libres de

choisir les critères importants à leurs yeux, ce qui comprend des facteurs socio-psychologiques qui ne sont pas visibles ni faciles à saisir sans une bonne connaissance de la communauté.

Comment fonctionne le PWR ?

Le classement se déroule en trois parties - cartographie, groupes de référence et analyse.

Cartographie

Première étape. Cartographie : Une réunion est organisée dans la communauté avec des représentants de toutes les sections du village où le programme sera mis en place. Après une introduction et des explications, on organise un exercice de cartographie participatif. On trace une carte du village sur le sol avec un bâton, ou sur le plancher d'une salle avec de la craie. Si le village est important (plus de 100 habitations), il est divisé en sections connues. Une liste des ménages est tirée de la carte et les participants inscrivent le nom sous lequel est connu chaque ménage (ce n'est pas nécessairement le nom du chef de famille) et ces noms sont inscrits sur des cartes. Il y a une carte par ménage dans chaque section.

Groupes de référence

Deuxième étape. Définition des groupes de référence : On définit trois groupes de référence par section cartographiée, avec trois à cinq membres de la communauté dans chaque groupe. S'il n'y a pas assez de personnes présentes, on demande à ceux présents d'inviter d'autres villageois à participer aux groupes.

Troisième étape. Tri des cartes/classement de la richesse : Chaque groupe de référence se réunit séparément et trie les cartes des ménages en piles, par niveau de richesse décroissant. Le nombre de piles formées est déterminé par les participants, mais il devrait y avoir un minimum de quatre piles. Le processus de tri des cartes fournit de nombreuses informations sur les notions de pauvreté et de richesse des participants ; il favorise également le dialogue.

Un membre du personnel anime le processus et vérifie que le classement se déroule ouvertement avec la participation de tout le groupe

Analyse

Quatrième étape. Triangulation : Les résultats du classement sont triangulés en utilisant un minimum de trois groupes de référence. Les chiffres attribués à chaque ménage de chaque groupe de référence sont ensuite totalisés. Les résultats sont vérifiés par l'homogénéité des

totaux des groupes. S'il y a plus de 10 % d'écarts grossiers ou s'il manque des données pour certains ménages, on crée un groupe de référence supplémentaire.

Cinquième étape. Notation : Les piles sont notées à l'aide de la formule [100 divisé par le nombre de piles et multiplié par le nombre de piles], de sorte que la pile des ménages les plus pauvres a toujours le score 100. Par exemple, avec quatre piles, la pile des ménages les plus pauvres aura pour note [100/4 x 4 = 100], la pile suivante [100/4 x 3 = 75], la suivante [100/4 x 2 = 50] et la plus riche [100/4 x 1 = 25]. Avec cinq piles, les notes seraient 100, 80, 60, 40 et 20.

Le score final de chaque ménage est la moyenne des classements établis par les trois groupes de référence. Par exemple, si un ménage a obtenu un score de 100, 75 et 80 dans les trois groupes de référence, son score final est [(100 + 75 + 80)/3] = 85.

Sixième étape. Sélection des plus pauvres : A ce stade, le personnel de terrain a recueilli des informations sur les caractéristiques de pauvreté des ménages de chaque pile pendant les séances de travail des groupes de référence. Ces informations sont analysées et comparées à une liste de contrôle des caractéristiques de pauvreté établie à partir des données fournies dans un certain nombre de classements 7[7]. Le score qui correspond à ces caractéristiques est considéré comme le seuil de sélection. Les pauvres pouvant être inclus dans le programme sont sélectionnés sur la base de ce seuil.

Bénéfices et avantages

Le PWR est conceptuellement simple et fournit des résultats transparents. Bien qu'on ne tente pas de généraliser les conclusions à d'autres communautés que celle dans laquelle le classement est effectué, il est possible de faire des comparaisons dans une région de communautés similaires où les critères de classement sont relativement homogènes. Bien que la subjectivité des résultats puisse créer des "anomalies" par rapport aux

mesures "objectives" de la pauvreté généralement acceptées, ce problème est atténué par le fait que les communautés acceptent plus facilement les programmes qui répondent à leurs besoins perçus, qui affirment la validité des moyens d'existence des membres, leurs perceptions de la pauvreté et les conséquences de la pauvreté. Cela est utile pour déterminer le seuil de sélection, concevoir des produits financiers et mesurer l'impact du programme.

7[7] Un exemple des listes de caractéristiques de pauvreté pouvant être établies dans ce processus est fourni à l'Annexe 1.

Efficacité du PWR comme outil de ciblage de la pauvreté

L'efficacité de la méthodologie peut être démontrée dans quatre domaines.

1. Triangulation des résultats : Un élément indissociable de la méthodologie PWR est le recoupement des données. La triangulation (chaque ménage est noté par un minimum de trois groupes de référence) assure un haut degré de fiabilité et de validité et permet de détecter facilement les mauvais résultats. Par conséquent, bien que cette méthode puisse être faussée par les participants ou les agents, les données sont très sensibles à toute manipulation et il serait très difficile de manipuler les données sans créer des incohérences flagrantes, auquel cas les données seraient rejetées et le processus répété.
1. Commentaires des membres de la SEF : La SEF utilise cette méthode depuis 1996. Pendant cette période, les commentaires des communautés et des agents de terrain ont été presque toujours positifs. Il existe certes des cas où des ménages ont été omis, mais c'est probablement inférieur au taux de 10 % d'incohérences accepté dans cette méthode.
1. Comparaison avec l'Indice du logement : L'efficacité du PWR est amplement démontrée par la comparaison avec l'Indice du logement (voir plus haut la partie intitulée "Comparaison du CHI et du PWR", et Simanowitz, 1999).
1. Extension aux communautés importantes : Les méthodes de classement par évaluation participative de la richesse et de cartographie sont généralement utilisées de façon intensive par les organisations qui travaillent dans des petites communautés. Théoriquement, une communauté devrait avoir moins de 100 ménages, afin de pouvoir dresser une carte et effectuer le classement des ménages en peu de temps. L'extension de cette méthode aux villages beaucoup plus importants (500 à 1000 ménages) et son application dans une zone étendue risquaient de poser des problèmes. L'expérience de la SEF montre cependant que la méthode peut être utilisée avec succès dans les villages très importants, à condition que le village soit divisé en sections et que les habitants acceptent de parler du niveau de pauvreté de leurs voisins ; il faut également que les membres de la communauté se connaissent bien.

Problèmes clés concernant l'utilisation du PWR

Limites et défis

La méthode est plus compliquée en pratique qu'en théorie, aussi les animateurs doivent-ils être compétents et sensibles. Si la méthode est appliquée sans un haut degré d'appréciation, de souplesse et de sensibilité de la part du personnel, la méthode donne de mauvais résultats et entraîne un gaspillage de ressources. Cependant, la triangulation rigoureuse des données permet de déceler facilement les mauvais résultats.

La distorsion délibérée des résultats par les participants peut les rendre inutilisables, bien que ce soit également facile à détecter. L'expérience a montré que la façon dont l'animateur présente et facilite le processus est cruciale pour gagner la confiance et la coopération de la communauté. Même dans les situations conflictuelles courantes dans les villages sud-africains, il est très rare que les résultats soient délibérément faussés et qu'on soit obligé d'éliminer un groupe de référence.

Le principal défi est donc l'identification des éléments les plus délicats de la méthode, de façon à renforcer la formation et l'évaluation des agents de terrain en conséquence.

Situations délicates

Il peut s'avérer difficile dans certaines situations d'obtenir la participation entière et ouverte d'une communauté; le travail nécessaire pour établir la confiance requise peut également rendre le processus d'un coût prohibitif. On a par exemple signalé des difficultés lorsque les participants hésitent à exclure d'autres villageois du programme de crédit, ce qui conduit à classer un grand nombre de gens dans la catégorie des pauvres ou très pauvres.

Dans un autre cas, à Mirzapur, dans la province d'Uttar Pradesh en Inde, on a constaté que la méthode nécessitait une longue période (journées) pour gagner la "confiance" des villageois avant qu'ils ne soient disposés à s'exprimer ouvertement sur des questions délicates, comme indiquer qui est pauvre et qui est plus aisé. D'autre part, il s'est avéré très difficile d'inclure les femmes dans les réunions, car plus elles sont pauvres plus elles sont exclues de la vie sociale et culturelle.

Un bon travail d'animation est essentiel pour surmonter la plupart des problèmes, mais il existe des situations où le PWR ne peut pas fonctionner. Cependant, le classement par évaluation participative de la richesse a été utilisé par les programmes de développement à travers le monde [8]. Dans le cas de la SEF, il est important d'utiliser le PWR dans un processus d'apprentissage pour déterminer les moyens les plus efficaces d'aborder les communautés et faciliter le processus de classement. Cette approche pourrait permettre de résoudre les problèmes susmentionnés.

Coûts du PWR

Coût en temps et en ressources

Dans le cas de la SEF, les coûts du PWR sont approximativement identiques ou légèrement inférieurs à ceux de l'Indice du logement aux stades de sélection (avant le test du patrimoine net). D'autre part, le processus informe la communauté sur le programme

et réduit sensiblement le travail de motivation requis des agents de terrain pour localiser

les clients, ce qui épargne du temps et des ressources.

Dans un village de 500 ménages, les heures de travail suivantes sont normalement nécessaires pour une équipe PWR comprenant un responsable et trois animateurs. Les membres de la communauté participent également.

Cartographie : trois personnes à 0,5 jour = 1,5 journée de travail

Groupes de référence : un animateur peut former trois groupes de référence en une journée, c'est-à-dire chaque personne peut achever une section. Cinq sections nécessitent donc cinq journées de travail (l'équipe ferait ce travail en deux jours)

Analyse par le superviseur : 3 heures

Vérification des résultats par le responsable de la zone : 0,5 heure

Il faut également des fournitures (tableaux mobiles, crayons, craie, etc.). Des rafraîchissements sont normalement fournis pendant l'exercice de cartographie pendant la pause entre la constitution de la carte et l'établissement de la liste des ménages.

[8] De nombreuses ONG de développement internationales telles qu'ActionAid, Oxfam, Save the Children Fund, CARE et Concern, entre autres, utilisent le classement de la richesse comme outil de développement pour identifier les groupes les plus pauvres avec lesquels elles travaillent.

Le coût total de la SEF pour classer un village typique d'Afrique du Sud est donc égal à environ 300 rands (50 dollars) plus 7 journées de travail.

Les dispositions nécessaires pour effectuer le PWR prennent également du temps. Cela comprend des discussions avec la communauté et la sélection d'un emplacement. Cela peut cependant faire partie du processus de lancement d'un programme dans un nouveau village et n'a pas besoin d'être prévu à part dans le budget.

Assurer l'efficacité économique – ignorance optimale

Il importe de trouver un compromis entre le niveau de précision requis pour cibler la pauvreté et les ressources que cela demande. Un aspect fondamental de la mise en place du PWR est donc de déterminer le point d' "ignorance optimale", ce qui minimise le temps et les ressources nécessaires.

Le PWR produit rapidement des résultats cohérents pour la majorité des ménages. Les rares incohérences qui subsistent nécessitent cependant d'organiser d'autres groupes de référence pour atteindre un taux de cohérence proche de 100 %. Il s'avère qu'il y a rarement plus de 10 % des ménages qui sortent des normes dans le classement des trois groupes de référence. Si l'on accepte cette marge d'erreur, en particulier pour ceux qui ne figurent manifestement pas parmi les plus pauvres, on peut limiter le nombre de groupes de référence à trois (ou exceptionnellement à quatre). Cela réduit la durée du processus ; un agent de terrain devrait pouvoir effectuer le classement d'au moins une section villageoise en une journée.

Les superviseurs du PWR devraient avoir un niveau hiérarchique supérieur ou égal à celui d'un responsable d'agence.

Besoins en personnel

Niveau de compétence

Le PWR exige un plus haut niveau de compétence que le CHI. Cependant, un agent de terrain ayant un niveau d'intelligence et d'instruction moyen peut faciliter le processus ; à la SEF, la plupart des agents de terrain ont un niveau d'éducation secondaire de base. Le PWR n'exige pas de grandes capacités de réflexion de la part des agents de terrain, mais leur approche et la façon dont ils utilisent la méthode sont essentielles pour le processus.

Formation

Pour mettre en œuvre le PWR à grande échelle, il est essentiel de normaliser le processus en assurant une formation, une évaluation et un suivi rigoureux des animateurs. Cependant, la normalisation présente le risque de suivre aveuglément les étapes du processus au lieu de faciliter les choses en suivant attentivement le déroulement du processus. Par exemple, pendant le tri des cartes, l'animateur introduit le processus en parlant des notions de pauvreté et de richesse, ce qui est crucial pour bien comprendre le principe du classement. La SEF a élaboré un formulaire qui indique les questions à poser et qui laisse des blancs pour noter les informations fournies. Certains agents ont immédiatement interprété le processus comme un questionnaire au lieu d'un guide de discussion. Mais si les étapes ne sont pas clairement définies et bien comprises, les agents omettront des éléments clés et le processus sera moins efficace.

La formation des agents est donc cruciale. Cette formation doit être pratique et continue. Les agents qui effectuent le PWR sont supervisés pendant une certaine période puis formellement évalués. Des contrôles réguliers et des ateliers de recyclage sont recommandés.

OUTILS DE CIBLAGE DE LA PAUVRETE COMPRENANT UNE LISTE DE CONTROLE

De nombreuses organisations ont recours à un groupe d'outils basés sur une liste de questions avec réponses à cocher, ou outils comprenant une liste de contrôle. Ces enquêtes simplifiées sur la pauvreté des ménages servent à établir une liste d'indicateurs peu nombreux qui, lorsqu'ils sont combinés, donnent une évaluation fiable du niveau de pauvreté d'un ménage individuel. Cinq de ces outils sont examinés dans cet article : le test d'évaluation des ressources de Kabalikat para sa Maunlad na Buhay Inc. (KMBI, Philippines) ; Rhunu UNESCO (Sri Lanka) ; le Fonds pour le développement familial (FDF, Egypte) ; le Programme SEAD du Comité de secours international (CSI, Côte d'Ivoire) ; et l'Organisation Lift Above Poverty (LAPO, Nigeria). La deuxième étape du CHI – le test du patrimoine net – est aussi un exemple d'outil comprenant une liste de contrôle.

Le caractère innovant de cette méthode ne réside pas dans la liste de contrôle détaillée élaborée par une organisation individuelle mais dans les processus suivants :

- 1) Etablir une liste de contrôle exacte et fiable produisant des résultats qui reflètent la réalité au niveau local sans générer un grand nombre d'anomalies

- 2) Elaborer une méthode d'utilisation de la liste qui bénéficie de la coopération des clients potentiels et de leurs communautés
- 3) Appliquer cette méthode d'une manière qui présente un bon rapport coût-efficacité et qui n'exige pas des délais excessifs de mise en œuvre
- 4) Mettre en place un contrôle rigoureux de la qualité afin de s'assurer que les résultats ne sont pas manipulés par les clients potentiels et les agents.

Quels indicateurs pouvons-nous utiliser ?

Les indicateurs choisis dépendent beaucoup de la perception de la pauvreté au niveau local et de l'identification de ses caractéristiques essentielles dans les cas où un simple indicateur indirect peut être mesuré.

Ces indicateurs se répartissent dans quatre domaines :

1. **Revenus et dépenses** : un grand nombre d'organisations posent des questions directes aux ménages concernant leurs revenus et leurs dépenses réels, ou leurs sources de revenu, afin de mesurer leur niveau de pauvreté économique. Dans le test d'évaluation des ressources du KMBI, le candidat, son conjoint et les membres immédiats de sa famille doivent indiquer leur revenu actuel. Rhunu examine des tranches de revenus tandis que le Fonds pour le développement familial établit à 12 dollars par mois le niveau de revenu correspondant au seuil de pauvreté. Les clients potentiels sont ensuite évalués en fonction de ce seuil.

Nous savons que les questions portant sur les revenus et les dépenses ne sont pas fiables. Les réponses des clients potentiels sont souvent influencées à la hausse ou à la baisse par les avantages qu'ils pensent en retirer. Il peut aussi arriver qu'un client se trompe et ne connaisse pas le revenu net d'un commerce ou celui de son conjoint. En général, une mesure indirecte du revenu sera plus fiable qu'une question directe, mais les tranches de revenu peuvent être utiles, notamment dans le cas d'une triangulation avec d'autres indicateurs.

1. **Indicateurs de la situation économique** : en raison de la difficulté à mesurer directement les revenus et les dépenses des ménages, la plupart des organisations utilisent des mesures indirectes pour évaluer leur niveau de revenu. Ces mesures prennent en compte des biens ménagers tels que les meubles, une télévision, un frigidaire etc. (CSI et KMBI) ; des biens productifs tels que la terre ou la valeur/les équipements d'un commerce (FDF, KMBI et LAPO) ; ou des biens visibles de l'extérieur tels que le logement (Rhunu,

CSI, KMBI et LAPO). Un petit nombre d'organisations tentent de mesurer des indicateurs de pauvreté plus généraux tels que l'état nutritionnel et l'état de santé (Rhunu).

La situation économique est une composante importante de la pauvreté. Des indicateurs adéquats établis dans ce domaine permettront de la mesurer efficacement.

3. Indicateurs sociaux : étant donné que la pauvreté ne se limite pas seulement à la situation économique, toute méthode basée sur une liste de contrôle doit aussi inclure des indicateurs sociaux. Par exemple, LAPO prend en compte le statut marital, tandis que le FDF considère la catégorie des femmes chefs de famille comme un critère d'identification positif de pauvreté – ce groupe comprenant les veuves, les femmes divorcées et mariées à un homme sans emploi ou handicapé. Le niveau d'instruction est aussi pris en compte dans cette catégorie et est utilisé par Rhunu, le CSI et LAPO.

4. Indicateurs de facteurs de pauvreté plus généraux : cette dernière catégorie regroupe des facteurs plus généraux qui existent souvent au niveau de la communauté. Il s'agit, entre autres, de l'accès à l'eau, aux services de santé, à l'éducation et à d'autres services, ainsi que de la situation géographique. Ces facteurs sont utilisés par Rhunu et LAPO.

Elaborer une liste d'indicateurs

Les enquêtes sur la pauvreté des ménages contiennent généralement plusieurs pages de questions détaillées qui servent à évaluer le niveau de pauvreté. Cette méthode est trop onéreuse pour les IMF, qui n'ont recours qu'à un petit nombre d'indicateurs. Toutefois, les outils comprenant une liste de contrôle ne donneront pas une mesure exacte de la pauvreté si un lien solide n'a pas été établi entre les indicateurs mesurés et la pauvreté qu'ils mesurent. Il importe donc que des enquêtes plus détaillées ou des recherches qualitatives sur la pauvreté soient effectuées dans les communautés où les IMF travaillent ou projettent de travailler. Leurs conclusions permettront ensuite de choisir des indicateurs clés de mesure de la pauvreté. La participation de la communauté à ce processus, au moyen d'un exercice d'évaluation des richesses, par exemple, est susceptible d'accroître la fiabilité des informations et de réduire les coûts engagés par les IMF.

Nous avons souvent tendance à inclure trop d'informations et à poser "juste une question de plus". Mais chaque indicateur supplémentaire accroît le coût d'élaboration et de mise en œuvre de l'outil. Il est donc essentiel de respecter la règle de l'ignorance optimale.

Il se dégage clairement des exemples ci-dessus que malgré de nombreuses similarités, les cinq outils varient considérablement quant aux indicateurs spécifiques et à la combinaison de facteurs de pauvreté économiques, sociaux et plus généraux qu'ils utilisent.

Il est essentiel de bien comprendre les caractéristiques de la pauvreté au niveau local et de choisir des indicateurs qui ont des rapports solides et en accord avec le niveau de pauvreté. Ce choix appartient à chaque organisation et cet article n'a pas pour but de recommander des indicateurs spécifiques. Les "meilleurs" indicateurs sont ceux qui sont directement liés au niveau de pauvreté, qui donnent des résultats fiables et qui peuvent être mesurés simplement et à moindre coût.

Mesure des indicateurs

Les outils comprenant une liste de contrôle utilisent des méthodes simples et rapides pour obtenir des informations. Tous ceux qui sont examinés ici comportent un entretien individuel avec le ménage. Toutefois, cet entretien peut être simplifié en posant des questions auxquelles les clients potentiels répondent facilement (sur les biens ménagers plutôt que sur le revenu réel, par exemple), et en leur demandant d'indiquer des tranches d'information plutôt que des chiffres exacts. Des indicateurs visuels constituent aussi des mesures simples et d'un bon rapport coût-efficacité.

Une méthode est ensuite élaborée pour évaluer les clients potentiels au moyen d'un entretien et, dans certains cas, de l'observation directe. Des points sont attribués selon une liste de contrôle qui sert à établir un classement en fonction d'une échelle déterminée à l'avance. Cette liste de contrôle sera généralement utilisée par une personne chargée de prêt qui rendra visite aux clients potentiels chez eux. À cette occasion, elle fera des observations portant, par exemple, sur les conditions de logement et les biens ménagers, qui seront intégrées dans l'évaluation du niveau de pauvreté. Elle posera aussi des questions contenues dans un petit questionnaire dont la durée est estimée à environ 10 minutes.

Triangulation et pondération des indicateurs

Les outils comprenant une liste de contrôle utilisent plusieurs indicateurs qui se recoupent ou sont triangulés entre eux. Plus

les indicateurs sont nombreux et combinés avec d'autres types d'indicateurs, plus il est difficile d'arriver à un score définitif indiquant le niveau de pauvreté et de comparer les scores de diverses personnes. Tous les outils examinés, à l'exception du FDF, ont recours à un système de points associés à chaque indicateur. Rhunu et LAPO pondèrent les points de telle sorte que l'on puisse attribuer à chaque indicateur un nombre différent de points potentiels. Les systèmes de points servent ensuite à établir des feuilles de résultats et à déterminer des niveaux de pauvreté en fonction des scores totaux.

Le FDF est plus simple du fait qu'il a recours à des indicateurs d'admissibilité. Par exemple, si une famille dispose d'un revenu de moins de 12 dollars par mois, elle se trouve en dessous du seuil de pauvreté et est admissible à ce titre. Lorsqu'une personne remplit les conditions requises dans plusieurs indicateurs, elle est classée comme étant admissible au programme. Bien que ce système soit simple, il ne permet pas d'obtenir des résultats aussi fins et aussi exacts qu'avec la méthode des points pondérés. Cette dernière a toutefois un inconvénient, à savoir qu'elle tend à donner des résultats qui ont l'apparence d'être plus exacts qu'ils ne peuvent l'être en réalité. Chaque indicateur constitue à lui seul une estimation générale du niveau de pauvreté et non une mesure exacte. Ensemble, ils peuvent être triangulés et fournir une estimation raisonnable du niveau de pauvreté. Les résultats doivent donc être interprétés comme étant des tranches larges plutôt que des mesures précises de la pauvreté.

Manifestement, la méthode des points pondérés se fonde sur une compréhension exhaustive de la pauvreté et la qualité de ses résultats dépend directement du lien qui existe entre chaque indicateur et la pauvreté qu'il mesure. L'élaboration d'une telle méthode est donc longue et difficile.

Surveillance et rigueur de la méthode

La rigueur et l'exactitude des méthodes basées sur une liste de contrôle dépendent de la compréhension acquise de la pauvreté et de la validité des indicateurs individuels sélectionnés. Certains indicateurs peuvent être fortement liés à la pauvreté et cependant donner lieu à de nombreuses anomalies, en surévaluant ou en sous-estimant le niveau de pauvreté d'une personne. La triangulation de plusieurs indicateurs contribuera à éviter ce problème, mais il est essentiel :

- 1) Qu'il y ait une procédure d'appel pour les personnes qui ont été classées dans la mauvaise catégorie
- 2) Qu'il y ait une surveillance continue de la méthode afin de s'assurer que les indicateurs restent fortement liés à la pauvreté et que le nombre des anomalies n'augmente pas dans des proportions inacceptables.

Des inexactitudes peuvent aussi se glisser dans les informations fournies par le client potentiel ou dans les observations effectuées par la personne chargée de prêt. Les erreurs de ce type peuvent être supprimées en utilisant une combinaison d'indicateurs lorsque les informations sont obtenues par entretien et par observation directe d'une chargée de prêt.

Coûts et utilité des outils de contrôle

L'élaboration d'un outil efficace et rigoureux comprenant une liste de contrôle exige un temps et des ressources considérables pour faire des recherches sur la pauvreté, ainsi que pour choisir et tester les indicateurs adéquats. De plus, ces outils sont longs à mettre en œuvre en raison des entretiens détaillés menés avec chaque client potentiel – il faut tenir compte non seulement de la durée de l'entretien mais aussi du temps nécessaire pour se rendre dans chaque maison, pour se présenter et pour converser. Il est donc impossible d'utiliser cet outil pour classer tous les membres d'une communauté. Il doit plutôt servir à sélectionner les candidats au programme afin de déterminer leur admissibilité ou simplement à enregistrer le niveau de pauvreté des clients. Pour des organisations

telles que Cashpor et la SEF qui cherchent à identifier les personnes les plus pauvres d'une communauté et à les inciter à participer au programme, un outil comprenant une liste de contrôle exigerait trop de temps et de ressources s'il est utilisé seul. Toutefois, lorsqu'il est associé à un autre outil tel que l'Indice du logement, il peut être très efficace pour classer avec exactitude les personnes déjà identifiées comme étant celles qui sont les plus susceptibles d'être admises au sein du programme.

COMMENT CHOISIR UN OUTIL DE CIBLAGE DE LA PAUVRETE

Nous avons indiqué trois méthodes fiables et d'un bon rapport coût-efficacité de ciblage de la pauvreté. Le choix des outils à utiliser dépend largement des objectifs visés et du contexte dans lequel ils seront utilisés.

Lorsqu'il existe une volonté de comprendre les notions locales de pauvreté, de mettre en place un processus d'identification transparent, ou lorsque les indicateurs de pauvreté sont très variables, le PWR peut être l'outil le plus efficace. Dans les situations où la communauté manque d'unité, où il existe de nombreux conflits, où il est difficile de parler librement avec les femmes, le PWR peut être difficile à utiliser. Il en sera de même si le niveau de compétence des agents est faible.

Pour les organisations qui souhaitent simplement mesurer le niveau de pauvreté des clients qui adhèrent au programme, ou éliminer des clients potentiels se trouvant au-dessus d'un certain niveau de richesse, la méthode de la liste de contrôle pourrait être adéquate. Elle permet en effet d'économiser des ressources en ne classant pas toute la communauté et de rester axé sur les clients réels ou potentiels. La méthode de la liste de contrôle peut aussi être utile pour mesurer l'impact d'un programme puisqu'elle peut être appliquée à tout client à tout moment. Toutefois, pour les organisations qui souhaitent recruter activement les membres les plus pauvres d'une communauté, elle n'est pas suffisante en elle-même et doit être associée à d'autres outils plus généraux tels que l'Indice de logement. Cela entraîne manifestement une augmentation des coûts et un processus en deux étapes est susceptible d'être plus long et plus cher que le PWR.

Le CHI part du principe qu'il existe une forte corrélation entre les conditions de logement et la pauvreté. Ce n'est pas une relation universelle, cela dépend fortement du contexte. Lorsque le CHI est adapté aux conditions locales, en incluant au besoin d'autres indicateurs non liés au logement et visibles de l'extérieur, l'Indice a plus de chances d'être applicable à un plus large

éventail de situations. Le CHI combine efficacement un examen général de toute la communauté, qui sert à identifier les clients potentiels, à un outil plus détaillé comprenant une liste de contrôle – le test du patrimoine net – qui fournit des informations plus précises et plus exactes sur le niveau de pauvreté. L'Indice du logement et d'autres outils de ciblage visuel sont efficaces dans des situations où la pauvreté est relativement uniforme et où l'on peut établir un rapport solide entre une caractéristique visible telle que le logement et la pauvreté.

Pour élaborer et adapter un outil de ciblage de la pauvreté, des choix doivent être faits pour déterminer quels outils utiliser. Quelle que soit la méthode choisie, elle ne doit pas être utilisée aveuglément, mais adaptée aux conditions locales. Pour le PWR, le processus sera facilité s'il est adapté aux normes locales. Pour le CHI, il faudra s'efforcer de déterminer l'efficacité de différents indicateurs visuels et élaborer un système basé sur les meilleures mesures indirectes possibles au lieu de supposer que la structure du logement est un critère efficace. Dans le cas d'outils comprenant une liste de contrôle, des efforts considérables doivent être entrepris pour créer les indicateurs de pauvreté adéquats.

Rapport entre les outils de ciblage de la pauvreté, les mesures nationales du seuil de pauvreté et l'objectif du Sommet d'atteindre la moitié inférieure de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Ni le CHI, ni le PWR, ni les outils comprenant une liste de contrôle que nous avons examinés, ne lient leurs critères aux autres mesures "objectives" de la pauvreté. Ces instruments peuvent définir les "très pauvres", les "pauvres" et les "non-pauvres", mais ces catégories ne correspondent pas automatiquement aux niveaux de revenus définis par les objectifs du Sommet. Tandis que le test du patrimoine net du CHI et d'autres outils comprenant une liste de contrôle fournissent certaines informations supplémentaires, le PWR utilise explicitement les définitions locales de la pauvreté, qui dans bien des cas ne sont pas basées sur le revenu.

Lorsque le ciblage de la pauvreté nécessite une analyse du niveau des revenus, l'une ou l'autre de ces méthodes peut être analysée pour fournir les données nécessaires, bien que cela modifie le coût. Le CHI (ou un indicateur visuel adapté) fournit une liste fixe de caractéristiques. Le test du patrimoine net ou un autre outil comprenant une liste de contrôle peut alors être utilisé pour échantillonner les ménages admissibles à différents niveaux par rapport aux données économiques du seuil de pauvreté afin de "calibrer" l'indice. On peut procéder de la même façon pour le PWR, mais la subjectivité des résultats obtenus pour chaque village risque de rendre la généralisation difficile. Une autre solution consiste à analyser les données économiques fournies par le PWR (logement, éducation, alimentation, revenu, dépenses, etc.) et à attribuer des valeurs numériques de façon à déterminer les niveaux de revenus approximatifs. On peut également utiliser des mesures indirectes pour comparer les résultats du PWR avec les mesures économiques. Dans le cas de la SEF, par exemple, le classement des retraités de la fonction publique à qui l'Etat verse une pension connue s'est avéré une mesure indirecte efficace pour comparer le PWR aux statistiques nationales sur le seuil de pauvreté.

CONCLUSIONS

Nous avons démontré dans cet article le rôle essentiel que toute institution de microfinancement axée sur la lutte contre la pauvreté doit accorder au ciblage de la pauvreté, non seulement pour recueillir des informations et établir des comptes rendus sur les personnes qu'elle atteint, mais aussi pour constituer la base fondamentale d'un programme durable, conçu pour répondre aux besoins des plus pauvres.

Un ciblage fiable et rentable de la pauvreté existe déjà dans la pratique et a été incorporé aux opérations quotidiennes de nombreuses IMF. Les obstacles qui, dans le passé, ont conduit ces institutions à éviter le ciblage et à créer des programmes qui n'atteignaient pas les plus pauvres, et à affirmer qu'il était impossible de recueillir des informations sur les personnes qu'elles atteignaient, ont désormais été surmontés.

La SEF utilise le PWR comme point de départ dans de nouveaux villages depuis environ un an et demi. Pendant cette période, le classement de plus de 20 000 ménages a été effectué. La SEF cible les plus pauvres tels qu'ils sont définis par les communautés elles-mêmes, mais a prouvé que cette méthode se rapproche de l'objectif du Sommet d'atteindre la moitié inférieure de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. Il y a manifestement des erreurs, mais elles se produisent pour la plupart à la frontière délimitant les plus pauvres et les pauvres. Les agents de terrain et les membres de la communauté rapportent que le programme atteint effectivement les plus pauvres et que la vaste majorité des clients se trouvent dans le groupe cible de la SEF.

Le CHI a été mis en œuvre dans de nombreuses régions d'Asie et du Pacifique, et une évaluation récente a conclu que 97 % des clients étaient dans leur groupe cible, à savoir, pauvres et très pauvres.

Nous espérons que cet article et les méthodes mentionnées contribueront à sensibiliser la communauté internationale du développement, lui apporteront de nouvelles connaissances et l'inciteront à s'engager en faveur des familles les plus pauvres. Nous exhortons les praticiens à relever le défi d'atteindre les plus pauvres et à adapter et à appliquer les méthodes de ciblage qui correspondent le mieux à leurs propres situations.

ANNEXE 1. QUELQUES EXEMPLES D'OUTILS COMPRENANT UNE LISTE DE CONTROLE

Le test d'évaluation des ressources : Kabalikat para sa Maunlad na Buhay, Inc. (KMBI/Philippines)

KMBI aux Philippines a créé un instrument composite d'évaluation de la pauvreté appelé le test d'évaluation des ressources. Ce questionnaire d'une page destiné aux ménages comprend : (1) une partie non notée dans laquelle l'emprunteur fournit des informations personnelles (adresse, âge, éducation, état civil, expérience professionnelle), (2) une partie non notée sur le revenu (sources de revenu actuelles du conjoint et des membres de la famille immédiate), (3) un indice de logement à 5 variables, (4) un indice des biens à 12 variables, et (5) un encadré réservé à l'estimation du résultat combiné. Le système de décompte des points—basé uniquement sur la somme des indices du logement et des biens—détermine cinq niveaux de pauvreté allant du niveau 1, le plus pauvre (de 4 à 15 points) au niveau 5, aisé (de 46 à 55 points). KMBI élimine tout client potentiel obtenant un résultat supérieur à 30. Il convient de noter qu'aucune estimation numérique n'est demandée dans les parties consacrées aux indices du logement et des biens ; la personne qui pose les questions coche simplement des cases contenant des scores déterminés à l'avance. En outre, le revenu du ménage indiqué dans le test ne sert que de point de référence et n'a aucune incidence sur le résultat final. Enfin, aucune donnée sur les dettes du ménage ne sont demandées.

Ce test d'évaluation des ressources est relativement simple, car bien qu'il contienne plus de dix questions, il tient sur une seule page et est plus succinct que d'autres outils similaires actuellement utilisés. Cette simplicité implique qu'il peut être élaboré de manière routinière par les agents de terrain chargés de sélectionner les clients. Son coût est très proche de celui du CHI ou du PWR, et il exige moins de 40 minutes par client. Son système de points est suffisamment efficace pour distinguer les très pauvres, les pauvres et les non-pauvres. Il produit aussi des données de haute qualité en raison du système pré-codé des questions avec réponses à cocher, qui contient des vérifications croisées, bien que ce processus puisse être manipulé et exige une surveillance efficace ponctuelle de la part d'un superviseur.

Il est intéressant de noter que KMBI utilise aussi les informations recueillies dans le test d'évaluation des ressources en tant que base d'évaluations d'impact ultérieures.

KABALIKAT PARA SA MAUNLAD NA BUHAY, INC. (KMBI)
MEANS TEST FORM (MTF)

NAME			MTF No.:
ADDRESS			
BUSINESS EXPERIENCE			
TYPE OF BUSINESS	DATE STARTED	YEARS OF EXPERIENCE	

I. INCOME INDEX:

Current Source of Income		Ps
Spouse		
Immediate Family Members		
TOTAL INCOME:		Ps

II. HOUSING INDEX:

	4	3	2	1	0	POINTS
Size of House (fr. area)	51 & above	41-50 sq. m.	31-40 sq. m.	21-30 sq. m.	20 sq. m. & less	
Number of Floors				two	one	
Overall Condition			new & sturdy	old but sturdy	dilapidated	
Roofing			new GI sheets	old GI sheets	cardboard box/tin	
Walls			finished concrete	old l/west/coco lumber, rough concrete	old GI sheets/wack	
Floor			tiles	concrete	soil/wood supported by column submerged in water	

III. ASSET INDEX:

	4	3	2	1	0	POINTS
Land/Lot	owned with title		inherited with title	lessee/allocatee/awardee	squatting	
Water Supply				faucet (owned)	public faucet	
Electricity				metered	none	
Toilet			bathtub flush	manual flush	none	
Cooking Fuel			LPG/electric	kerosene	wood/charcoal	
Refrigerator			new	old	none	
Tables & Chairs			plastic or wood with mattress (new)	plastic or wood with mattress (old)	wood	
Television			color	B&W	none	
Stereo/Radio		mini component karaoke (new)	mini component karaoke (old)	radio-cassette player	none	
Video Player/Recorder			new	old	none	
Type of Bed			mattress	wooden bed	floor with sleeping mat	
Vehicle	jeepney	tricycle (new)	tricycle (old)	bicycle with or w/o sidecar	none	
TOTAL POINTS:						

SCORING SYSTEM

SCORE	4 TO 15	16 TO 25	26 TO 35	36 TO 45	46 TO 55
LEVEL	1	2	3	4	5
INTERVIEWED BY:	REMARKS:				
DATE:					

102296

AUTRES MESURES DE LA PAUVRETE

Dans cette dernière section, nous examinons brièvement d'autres outils de mesure de la pauvreté potentiellement valables. Ces outils figurent parmi ceux qui seront abordés dans la prochaine série de documents du Groupe de travail du Sommet sur l'évaluation de la pauvreté dans la première moitié de 1999.

RHUNU UNESCO, M. C.A. Samaradivakara

A RHUNU UNESCO au Sri Lanka, une carte est remplie pour chaque famille bénéficiaire à l'aide des informations tirées d'une enquête sur les circonstances de la famille. Un nombre de points donné détermine un niveau donné dans chaque catégorie. Des points (0-10) sont attribués pour chaque indicateur ; plus le score total est faible, plus la famille est pauvre. Les familles qui ont un score de 30 points ou moins sont classées en dessous du seuil de pauvreté au Sri Lanka, tandis que les familles qui ont un score de 20 points ou moins sont classées dans la moitié inférieure de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. L'enquête comprend les éléments suivants :

1) Revenu mensuel d'une famille : (50 dollars US = 10 points / 40 dollars US = 8 points / 30 dollars US = 6 points / 20 dollars US = 4 points / 10 dollars US = 2 points)

2) Qualité du logement : (en dur = 10 points / semi-dur = 5 points / non durable = 0 point)

a. Accès à l'eau potable dans un rayon de 100 mètres (possède ou a accès à une source d'eau potable = 2,5 points) / sans accès à une source d'eau potable = 0 point)

3) Santé

b. Accès à des sanitaires acceptables dans un rayon de 100 mètres (sanitaires en dur à réservoir = 2,5 points / sanitaires à réservoir nécessitant des améliorations = 1 point

/ pas de sanitaires = 0 point)

c. Etat nutritionnel des enfants (indiqué sur une fiche de développement infantile tenue par les pouvoirs publics = jusqu'à 2,5 points)

- d. Immunisation des enfants (indiqué sur une fiche de développement infantile tenue par les pouvoirs publics = jusqu'à 2,5 points)
- e. Nombre d'enfants scolarisés (score maximum = 10 points / 2 points de déduction par enfant âgé de 6 à 18 ans non scolarisé)
- f. Disponibilité (électricité = 10 points / pas d'électricité = 0 point)

FONDS POUR LE DEVELOPPEMENT FAMILIAL, UNICEF

Le Fonds pour le développement familial (FDF) en Egypte utilise un outil qui cible quelques-uns des villages les plus pauvres du Nord du pays, les femmes très pauvres étant la population cible. Les femmes qui ont un diplôme de fin d'études secondaires sont sélectionnées comme chargées de prêt et suivent une formation pour effectuer les évaluations. L'outil est très simple, utilisant un petit nombre d'indicateurs sans avoir recours à un système de points. Cette méthode serait très insuffisante à elle seule, mais le FDF l'associe à une vérification finale effectuée par un comité de prêt communautaire. Des informations sur le fonctionnement de ces comités ne sont pas disponibles, mais s'ils sont efficaces, le coût de l'outil serait très faible.

Les critères de sélection sont les suivants :

- 1) Femmes chef de famille (veuves, divorcées, femmes mariées à un homme sans emploi ou handicapé)
- 2) Revenu par habitant des membres du ménage inférieur ou égal à 40 livres égyptiennes/12 dollars US par mois (basé sur des entretiens avec les femmes au sujet de leurs sources et niveau de revenus)
- 3) Terres en propriété ou en location d'une superficie inférieure ou égale à 4 Kerats (0,17 acres)
- 4) Femmes ayant droit au plan de retraite Sadat et recevant des prestations sociales du Ministère des affaires sociales

Les femmes qui remplissent plus de trois critères ci-dessus reçoivent un prêt en priorité.

Le programme SEAD du Comité de secours international en Côte d'Ivoire travaille principalement avec les réfugiés libériens en Côte d'Ivoire. Les agents mènent des enquêtes de référence et documentent les conclusions avant de fournir une assistance. Le personnel de prêt fait des observations et interroge les participants et leurs voisins sur divers éléments différenciés par les catégories très pauvres, moyennement pauvres, non pauvres.

L'outil est simple et fonctionne à partir d'indicateurs bien conçus qui se rapportent de manière adéquate aux conditions de pauvreté rencontrées sur place. Il utilise des mesures indirectes pour estimer le revenu et les dépenses au lieu d'essayer d'obtenir des réponses directes à ce sujet. Tous les indicateurs peuvent être observés ou les informations recueillies à l'aide d'une simple question, ce qui évite au processus de gaspiller du temps. Une série de mesures indirectes directement observées s'ajoutent à celles qui doivent être obtenues en posant des questions. En plus d'un gain de temps, cette méthode garantit la triangulation des informations.

Bien que l'outil soit simple, il n'est pas très efficace pour distinguer différents niveaux de pauvreté, car il n'utilise que trois catégories : très pauvre (TP) / moyennement pauvre (MP) / non pauvre (NP)

- 1) Ustensiles de cuisine: (TP = percés, endommagés, insuffisants / MP = batterie de cuisine, un service de vaisselle / NP = meilleure qualité, plus d'un service)
- 2) Literie : (TP = sol ou natte / MP = matelas / NP = lit)
- 3) Vêtements : (TP = déchirés ou sales / MP = rapiécés / NP = en bon état)
- 4) Chaussures : (TP = pieds nus, différents modèles, endommagées / MP = réparées et usagées / NP = chaussures et sandales de qualité)
- 5) Alimentation : (TP = riz sec, un repas par jour / MP = riz avec de la soupe, 2 repas par jour / NP = riz avec de la viande ou du poisson, 3 repas par jour)
- 6) Etat de santé : (TP = peau irritée, yeux infectés, pieds endoloris, toux, nez qui coule, diarrhée / MP = certains symptômes identiques à ceux des très pauvres, mais meilleur état de santé, achètent des médicaments aux marchands ambulants / NP = visites médicales, médicaments achetés dans une pharmacie)
- 7) Enseignement : (TP = aucun enfant scolarisé / MP = garçons scolarisés / NP = tous les enfants sont scolarisés)
- 8) Logement : (TP = toit qui fuit, pas de porte, entrée fermée par une toile / MP = 1 porte d'entrée, une pièce cimentée / NP = sol en ciment, 2 portes, bonne toiture, 4 fenêtres, fleurs dans la cour)
- 9) Mobilier : (TP = pas de chaises, quelques bancs / MP = 2 chaises ou tabourets / NP = mobilier suffisant)

- 10) Services publics : (TP = pas de sanitaires, une ou pas de lanterne, éclairage au feu de bois / MP = latrine à fosse, 2 lanternes, puits / NP = pompe à eau avec un mur revêtu, toilettes à chasse d'eau)
- 11) Domestiques : (TP = aucun / MP = aucun / NP = 1 domestique)
- 12) Transport : (TP = marche / MP = taxi payant / NP = bicyclette ou motocyclette)
- 13) Radio : (TP = néant / MP = vieille ou endommagée / NP = bonne ou neuve)
- 14) Glacière : (TP = néant / MP = pot en argile pour rafraîchir l'eau et les boissons / NP réfrigérateur)
- 15) Animaux : (TP = néant / MP = moutons, poulets / NP = vaches, moutons)
- 16) Revenu commercial : (TP = pas de revenu ou travail manuel / MP = employé à temps partiel / NP = emploi régulier)
- 17) Activités économiques : (TP = cueillette et vente de noix de palme et de bois / MP achat et vente de bois, petit étal de marché / NP = grand étal de marché, magasin, boutique de produits cosmétiques)

ORGANISATION LAPO, Uwa Izekor

L'Organisation LAPO (Lift Above Poverty Organization) au Nigeria a développé son outil d'évaluation de la pauvreté après avoir visité la Grameen Bank en 1990. Cet instrument utilise un système de classement de 25 à 100, un score plus élevé indiquant une plus grande pauvreté. Un individu peut recevoir un prêt de LAPO s'il a un score égal ou supérieur à 50, car sa situation économique correspond à celle des habitants du Nigeria vivant en dessous du seuil de pauvreté officiel. Les services de LAPO ont indiqué que les personnes ayant un score égal ou supérieur à 70 se trouvent dans une situation économique qui correspond à celle du groupe visé par le Sommet, la moitié inférieure de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté au Nigeria. Le questionnaire prend cinq minutes par client. Il sert à effectuer un premier tri pour déterminer l'admissibilité. Avant de recevoir un prêt, un client a cinq autres réunions avec des chargés de prêt qui peuvent utiliser ces réunions pour vérifier l'exactitude des informations fournies lors du premier entretien.

L'outil de LAPO est similaire à certains égards à celui du CSI. Toutefois, il est important de noter qu'il ne tente pas de demander aux clients potentiels le montant réel de leur revenu mensuel et de la valeur de leurs négoce. Le principal point fort de cet outil est que ses indicateurs sont pondérés. Toutefois, il n'est pas certains que ces indicateurs soient suffisamment rigoureux pour être utilisés efficacement dans ce type de méthode pondérée.

Les critères utilisés sont les suivants :

1) Personnel :

a. Niveau d'instruction : (nul = 12 points / moitié du primaire = 8 points / primaire = 6 points / moitié du secondaire = 4 points / secondaire = 2 points)

b. Nombre de personnes à charge âgées de moins de 20 ans : (plus de 9 = 10 points / entre 6 et 9 = 8 points / entre 3 et 5 = 5 points / entre 1 et 2 = 3 points / aucun = 2 points)

c. Situation de famille : (veuve = 10 points / séparée ou divorcée = 6 points / mariée = 5 points / célibataire = 4 points)

2) Ménage:

d. Logement : (en location = 12 points / hérité = 6 points / en propriété = 3 points)

e. Taille du logement : (1 pièce = 7 points / 2 pièces = 5 points / 3 pièces = 3 points / appartement/bungalow = 2 points)

f. Meilleure forme de distraction : (aucune = 12 points / radio = 6 points / télévision = 1 point)

3.) Affaire commerciale/occupation

g1. Valeur de l'affaire commerciale [en nairas ; 1 dollar US = 88 nairas] : (pas d'affaire commerciale/1000-5000 = 15 points / 6000-10000 = 10 points / 11000-20000 = 8 points / 21000-50000 = 5 points / 51000 et plus = 3 points)

OU

g2. Taille de l'exploitation: (petite=15points / moyenne=9 points / grande=3points)

h. Revenu mensuel : (inférieur au salaire minimum national = 12 points / supérieur au salaire minimum national = 5 points)

4.) Emplacement :

i. Emplacement : (rural = 10 points / semi-urbain ou siège du gouvernement local = 6 points / urbain ou capitale nationale = 3 points)

FICHE DE NOTATION

(maximum, minimum)

1) Niveau d'instruction

(12 points, 2 points)

2) Nombre de personnes à charge de moins de 20 ans

(10 points, 2 points)

3) Situation de famille

(10 points, 4 points)

- | | |
|--|-----------------------|
| 4) Logement – maison | (12 points, 3 points) |
| 5) Taille du logement | (7 points, 2 points) |
| 6) Meilleure forme de divertissement | (12 points, 1 point) |
| 7) Valeur de l’affaire commerciale OU taille de l’exploitation | (15 points, 3 points) |
| 8) Revenu mensuel | (12 points, 5 points) |
| 9) Emplacement | (10 points, 3 points) |

TOTAL (maximum = 100 points / minimum = 25 points)

CONCLUSIONS

Cet article a démontré le rôle central que le ciblage de la pauvreté doit jouer dans toute institution de microfinancement axée sur la lutte contre la pauvreté, pas seulement en termes de connaître et d’indiquer qui nous touchons, mais également comme base fondamentale pour mettre sur pied un programme viable, conçu de façon à répondre aux besoins des plus pauvres.

Le ciblage de la pauvreté est une activité réalisable, fiable et économiquement efficace, qui a été rendue opérationnelle dans les activités courantes de nombreuses IMF. Les obstacles qui, dans le passé, conduisaient les IMF à éviter de cibler leurs clients et à créer des programmes qui ne parvenaient pas à atteindre les pauvres, ainsi qu’à déclarer qu’elles ne pouvaient pas indiquer quels clients elles touchaient, ont été surmontés.

La SEF utilise le PWR comme point de départ dans de nouveaux villages depuis environ un an et demi. Pendant cette période, plus de 20 000 ménages ont été classés. La SEF vise les personnes les plus pauvres telles que définies par leurs communautés, mais elle a démontré que cela représente approximativement l’objectif du Sommet d’atteindre la moitié inférieure des ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté. Il y a certes des erreurs de classement, mais essentiellement à la limite entre les très pauvres et les pauvres. Les agents de terrain et les membres des communautés signalent que le programme atteint effectivement les plus pauvres et que la vaste majorité des clients se trouvent dans le groupe cible de la SEF.

Le CHI a été mis en œuvre dans divers pays d’Asie et du Pacifique, et selon une évaluation récente, 97 % des clients se trouvent dans leur groupe cible, les pauvres et les très pauvres.

Nous espérons que cet article et les méthodes décrites permettront de responsabiliser la communauté internationale, l'aideront à mieux apprécier le problème et renouvelleront la volonté d'atteindre les familles les plus pauvres. Nous appelons les praticiens à relever ce défi, à savoir, atteindre les plus pauvres et adapter et mettre en œuvre des méthodes de ciblage appropriées pour leurs situations respectives.

ANNEXE 1. ETUDE DE CAS : LE PWR A BUNGENI, AFRIQUE DU SUD

Caractéristiques des différents groupes de richesse à Bungeni

Très pauvres :

- parents seuls et sans emploi, ou deux parents sans emploi
- familles nombreuses
- non mariés et sans aide de leur famille
- vivent d'emplois temporaires
- aucun moyen d'existence sauf la mendicité
- veuves ayant beaucoup d'enfants
- alimentation insuffisante et de mauvaise qualité – doivent souvent mendier
- pas d'endroit convenable où dormir – logement de mauvaise qualité
- orphelins
- impossibilité d'éduquer les enfants
- peu de vêtements – presque jamais achetés
- pas d'avoirs
- manquent d'estime de soi, ou non respectés par les autres

Pauvres :

- emplois temporaires (ouvriers agricoles, par exemple)
- ont du mal à se nourrir
- veuves qui travaillent et retraités ayant beaucoup d'enfants
- parents qui vivent du travail de leurs enfants, lesquels ont également une famille sous le même toit et qui partagent leurs ressources
- travaillent dans un programme agricole
- familles nombreuses
- pas de retraite/retraités ayant beaucoup d'enfants
- non mariés
- logement rudimentaire, parfois construit en blocs de boue, avec des fissures
- peuvent tirer des revenus de leurs emplois temporaires
- les enfants ne vont pas régulièrement en classe

Assez pauvres :

- gagnent suffisamment pour survivre – généralement emploi temporaire/installés à leur compte
- personnes ayant de jeunes enfants à charge
- retraités ayant moins d'enfants
- veuves touchant une pension de décès de leur mari
- endroit où dormir
- non mariés
- revenus provenant d'emplois précédents
- les enfants achèvent leurs études primaires
- peuvent acheter de quoi se nourrir

Situation passable :

- retraités sans personnes à charge
- peu d'enfants
- alimentation suffisante et variée
- familles où au moins un parent occupe un emploi permanent
- les enfants vont régulièrement en classe
- bon logement

Riches :

- professionnels et chefs d'entreprise
- revenus suffisants pour subvenir aux besoins de leur famille
- enfants scolarisés
- logement ayant l'électricité
- possèdent un poste de télévision
- familles peu nombreuses
- possèdent une voiture/un fusil
- mangent du pain avec de la margarine
- enfants convenablement vêtus
- enfants inscrits dans l'enseignement tertiaire
- prestations sociales de leur entreprise
- nourriture abondante
- excellent logement
- boivent du thé tous les jours

REFERENCES

Chambers, Robert (1997) ; *Whose Reality Counts? Putting the First Last* ; Editions Intermediate Technology, Royaume-Uni

de Wit, John (1997) ; Présentation au Sommet du microcrédit sur le ciblage de la pauvreté ; Fondation des petites entreprises, Afrique du Sud

Gibbons, D.S. et Meehan, Jennifer (1999) ; *The Microcredit Summit's Challenge: Working Towards Institutional Financial Self-Sufficiency while Maintaining a Commitment to Serving the Poorest Families*, article présenté à l'Assemblée des conseils de la Campagne du Sommet du microcrédit de 1999 à Abidjan, en Côte d'Ivoire

Gibbons, D.S. et Tomlinson, W., Eds (1995) ; version préliminaire d'un manuel de formation sur le ciblage économiquement efficace pour le Programme d'épargne et de crédit pour les pauvres, *Basic Series In Management Development Training*, produit par CASHPOR et publié par le Grameen Trust

Gottschalk, Jan (undated) ; "The Visual Indicator of Poverty and the Poverty Test" ; document de travail pour la Fondation des petites entreprises, Tzaneen, Afrique du Sud

Grandin, Barbara E (1988) ; *Wealth Ranking in Smallholder Communities: A Field Manual* ; Editions Intermediate Technology, Royaume-Uni

Hatch, John et Frederick, Laura (1998) ; *Poverty Assessment by Microfinance Institutions: A Review of Current Practice* ; Finca International, article rédigé pour le projet "Pratiques optimales pour les microentreprises" de l'USAID

Hulme, D. et Mosely, P. (1996) ; *Finance Against Poverty Volume 1 & 2*, London & New York, Routledge

Johnson, Susan et Rogaly, Ben (1998) ; *Microfinance and Poverty Reduction* ; Oxfam, Oxford, Royaume-Uni

Johnson, Susan (1997) "Gender and Microfinance: guidelines for good practice" ; article rédigé pour ActionAid.

Mayoux, Linda (1998) ; "Microfinance and Women's Empowerment: Approaches, Evidence and Ways Forward" ; Document de travail No 41 de l'Open University sur les politiques et pratiques de développement, Milton Keynes, Royaume-Uni

Maxwell, Simon (1999) ; "The Meaning and Measurement of Poverty" ; réunion d'information de l'ODI sur la pauvreté, Overseas Development Institute, Londres, Royaume-Uni (disponible à <http://www.oneworld.org/odi/briefing/pov3/html>)

SALDRU (1994) ; South African's Rich and Poor: Baseline Household Statistics ; Projet de statistiques sur le niveau de vie et le développement, Université de Stellenbosch

Todd, H et Simanowitz, A, avec Nkuna, N (1999) ; "A Manual for Poverty-targeting in Microfinance: Participatory Wealth Ranking and the CASHPOR House Index" ; CASHPOR Inc., Malaisie, à paraître

Simanowitz, A (1999) ; "Targeting the Poor: A Comparison between Participatory and Visual Methods" ; Small Enterprise Development: an International Journal ; à paraître

Todd, Helen (1996): Women At The Center: Grameen Bank Borrowers After One Decade, Editions West-View

La collaboration d'Anton Simanowitz et de Ben Nkuna à cet article a été financée en partie par la Fondation Ford et l'Office du développement des microentreprises, Centre du Bureau international pour la croissance économique et le développement agricole, Agence des Etats-Unis pour le développement international, aux termes du contrat No PCE-A-00-98-00039-00. Les opinions exprimées dans cet article sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de la Fondation Ford ni celles de l'USAID. Nous apprécions l'appui offert par ces agences et nous les remercions du concours qu'elles nous ont apporté pour mener et diffuser nos recherches sur la lutte contre la pauvreté.
